

REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

L'urgence climatique, c'est l'urgence de la révolution socialiste



2273-8762

Entre la 5^e vague et l'élection présidentielle p. 4
Hausse des prix sans augmentation de salaires p. 6
Offensive patronale dans les transports publics p. 8
Implorer Macron ou écraser les fascistes ? p. 11
17 octobre 1961 : de Gaulle massacre les ouvriers algériens p. 13
Tunisie : après le coup du président Saïed p. 16
Espagne : le gouvernement PSOE-IU-Podemos à l'oeuvre p. 18
Autriche : crise du gouvernement ÖVP-Grünen p. 20
100 ans du Parti communiste chinois (2) p. 22
ABC du marxisme : monnaie p. 28

L'urgence climatique, c'est l'urgence de la révolution

La 26^e conférence des États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP26), réunissant à Glasgow 225 pays et 30 000 participants, s'est achevée le 14 novembre. L'objectif était de réviser les engagements pour contenir le réchauffement climatique dans les limites déjà fixées à Paris en 2015 sous les 2°C et si possible à 1,5°C à l'horizon 2100.

L'humanité entière est concernée et la résolution du problème ne peut être que mondiale. Mais pour chaque État, c'est la lorgnette du nationalisme et la boussole des intérêts de sa propre bourgeoisie qui ont prévalu, ici comme dans n'importe quelle autre négociation commerciale. Étaient présents ou représentés les dirigeants, les exportateurs de pétrole, de gaz et de charbon, des milliers de lobbyistes pour le compte des capitalistes, dont pas moins de 503 pour les seuls pétroliers et gaziers, des banquiers et des fonds d'investissement désormais plus verts que verts. On a compté au moins 52 jets sur l'aéroport de Glasgow le 31 octobre. À l'autre bout, des petits pays dominés parfois menacés de disparition par la montée des eaux, comme Vanuatu.

Pour Jadot, interviewé le 29 octobre sur BFMTV, la COP26 devait être « *un moment essentiel pour sauver l'humanité* ». Sans surprise, les dirigeants réunis à la COP26 ont décidé qu'ils ne s'engageaient... à rien. Et en attendant la prochaine grand-messe, la situation continuera de se dégrader jour après jour. Le *Pacte de Glasgow pour le climat*, approuvé après de laborieuses tractations, n'est qu'un condensé de vœux pieux, de recommandations. Depuis la COP21 de Paris en 2015, les

émissions de gaz à effet de serre n'ont cessé d'augmenter, sauf en 2020 du fait de la crise économique mondiale liée à la pandémie.

Les défenseurs du capitalisme doivent maquiller la réalité pour laisser croire que, pas à pas, il s'avance vers la résolution des problèmes, grâce à leurs conseils éclairés et leur patientes médiations. La ministre de la transition écologique Pompili en assure le service après-vente :

Cette COP, c'est la COP qui va permettre de mettre en oeuvre l'accord de Paris. Moi, en tant qu'écologiste, je ne trouverai jamais qu'on va assez loin. Et clairement on est arrivé à un compromis (Grand Jury RTL, 14 novembre 2021)

L'ère du charbon est loin d'être terminée. Les plus gros producteurs et consommateurs comme les États-Unis, la Chine, l'Inde ou l'Australie ont fait pression, avec succès, pour édulcorer la résolution finale qui se contente d'inviter à « *accélérer les efforts vers la réduction de l'énergie au charbon sans système de capture (de CO₂) et des subventions inefficaces aux énergies fossiles* ».

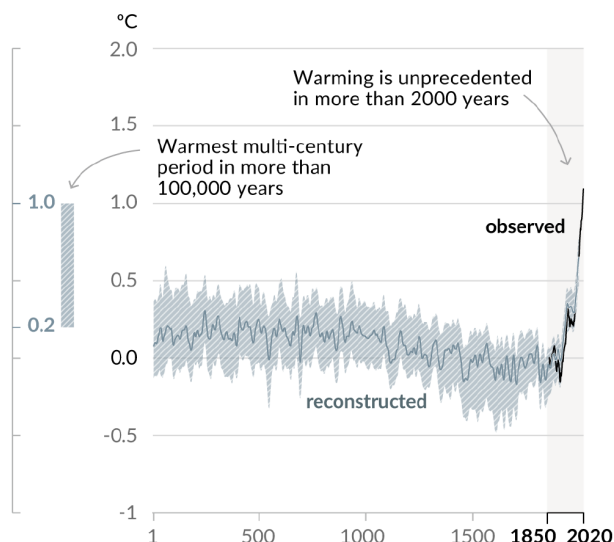
Un accord aurait été trouvé pour sauver les forêts ? Mensonge encore ! Une centaine de pays, parmi lesquels figure même le Brésil de Bolsonaro, connu pour son soutien sans faille aux capitalistes de l'agrobusiness qui détruisent la forêt amazonienne, se sont engagés à mettre un terme à la déforestation d'ici à 2030. Mais qui peut le croire ? Déjà en 2014 à New-York, une trentaine de pays avaient pris les mêmes engagements et la déforestation n'a depuis cessé de s'accroître... Le trucage pour faire croire aux vertus écologiques des entreprises s'est même perfectionné avec le développement de la « compensation carbone » consistant à échanger des émissions de CO₂ bien réelles contre des actions futures censées piéger le carbone, comme des plantations d'arbres. Malheureusement, ces actions, éloignées dans le temps et dans l'espace, échappent à toute comptabilisation et vérification précise, mais cela permet de prétendre au « zéro net émission » qui remplace désormais la réduction des émissions !

Quant aux pays dominés qui réclamaient des aides financières des impérialismes les plus puissants pour réparer les dommages des catastrophes climatiques qui les accablent, ils repartent bredouilles et devront encore rembourser l'essentiel des aides qui ne sont en réalité que des prêts.

Année après année, les records de chaleur s'enchaînent sur la planète. 2020 était déjà avec 2016 l'une des deux années les plus chaudes enregistrées. Selon l'Organisation météorologique mondiale, le mois de juillet 2021 constitue un nouveau record, entraînant des phéno-

GIEC, 6^e Rapport, 9 août 2021

Changement de la température de la surface globale (moyenne décennale) telle que reconstituée (1-2000) et observée (1850-2020)



mènes d'une intensité inégalée comme le dôme de chaleur cet été sur le Canada et le nord des Etats-Unis avec une température jusqu'à 49,6°C à Vancouver. La sécheresse s'aggrave en Afrique sahélienne, le dérèglement climatique frappe en Inde où alternent inondations catastrophiques et sécheresse, à Madagascar où les pluies se réduisent d'année en année, un million de personnes sont plongés dans une famine extrême. De gigantesques incendies de forêt ont ravagé en juillet et en août la Californie, la Sibérie et le nord du Canada...

Dès lors, la COP26 a-t-elle réussi, comme il était annoncé, à « *maintenir en vie* » l'objectif de limiter la hausse de la température à 1,5° C en 2100 ? C'est plutôt les 2,7° qui s'annoncent comme les plus probables en l'état.

Plutôt que de s'attarder sur ce chiffre final de 2,7°C en 2100, une date lointaine, nous pouvons regarder ce qui nous attend sur la trajectoire qui nous conduit à ce réchauffement car cela implique que le seuil des 2° sera franchi au milieu du siècle, peut-être même un peu avant. (Cassou, directeur de recherche au CNRS, *France info*, 16 novembre 2021)

Le seuil de 2° signifierait, par exemple, que le record de chaleur de 46° observé dans l'Hérault en 2019 deviendrait 12 fois plus fréquent qu'aujourd'hui et même qu'un milliard d'êtres humains sur la planète pourraient être exposés à des chaleurs potentiellement mortelles.

Greta Thunberg a qualifié cette COP26 de bla-bla-bla. Mais elle a ajouté autre chose qui a été moins médiatisé, en se moquant des paroles lénifiantes des réformistes de tout poil :

« Des petits pas dans la bonne direction », « faire quelque progrès », « gagner petit à petit », cela signifie perdre. (Twitter, 13 novembre 2021)

Mais si elle appelle à poursuivre les manifestations, il lui manque cependant une boussole pour que ces protestations ne s'épuisent pas en vaines répétitions. Car le réchauffement climatique n'est qu'une des faces de la destruction de la planète qu'engendre le maintien du capitalisme parvenu au stade impérialiste le plus destructeur. S'y ajoutent la pollution généralisée, la surexploitation des ressources, les ravages contre la biodiversité, sans parler des crises économiques, des guerres, etc. La raison essentielle en est que le fonctionnement du capitalisme implique nécessairement la recherche du profit et l'accroissement du capital, au mépris de toutes autres considérations.

Voilà ce que s'échinent à dissimuler les partis réformistes comme les écologistes. Pour Jadot, qui a vu ses attentes déçues, la COP26 est un « *échec* » qu'il explique par le « *conformisme des politiques* » et leur « *complaisance vis-à-vis de lobbies qui les empêchent d'avancer* ». Mais pourquoi ne pas dire que les gouvernements sont les gouvernements des capitalistes et qu'ils agissent donc en consé-

quence pour défendre chacun leur bourgeoisie ? Tout simplement parce que Jadot, comme tous ses homologues verts dans le monde (ceux au gouvernement autrichien avec la démocrate-chrétienne ÖVP, par exemple), défend un écologisme compatible avec le capitalisme : « *L'intervention publique ne doit pas être pénalisante pour le tissu économique et ses acteurs* » s'empresse-t-il de préciser encore le 16 novembre au Club de l'économie du *Monde*. Pour la délégation du PCF de retour de Glasgow, la COP26 est tout de même une avancée :

Durant cette COP, plusieurs engagements émanant d'une centaine de pays, comme les objectifs de neutralité carbone venant d'Inde et de Chine, nous permettent d'espérer atteindre jusqu'à 30 % de baisse d'émissions... C'est une avancée. Preuve que grâce à la pression des peuples, les COP peuvent servir et pousser les États à honorer leurs engagements. (Site du PCF, 10 novembre 2021)

Quant au chef suprême de LFI, s'il caractérise la COP26 de « *pantomime* » et de « *pure incantation* », c'est parce que :

le célèbre Accord de Paris n'a prévu aucun mécanisme de sanctions. La litanie des promesses peut donc se transformer en compétition d'affichages diplomatiques et de gesticulations. (site Mélenchon.fr, 13 novembre 2021)

Comme si le capitalisme allait se sanctionner lui-même !

Évidemment le capitalisme est parfaitement capable de remplacer la voiture à moteur thermique par celle à moteur électrique, comme il a remplacé les machines à vapeur par des locomotives électriques, ou bien de développer des énergies renouvelables, du moment qu'il y trouve son compte. Mais il n'en finira ni avec les émissions de gaz à effet de serre, qu'il ne fera que déplacer, ni avec la pollution, ni avec la surproduction, la gabegie et l'incohérence de la production au regard des besoins humains. Marx écrivait déjà :

Dans l'histoire des modes de production, aucune classe n'a exploité, n'a détruit le cadre de vie de la majorité de l'humanité aussi brutalement que la bourgeoisie (Lettre à Engels, 25 mars 1868)

L'urgence climatique est un aspect de l'urgence de la révolution socialiste, de l'expropriation des grands groupes capitalistes, de l'organisation de la production selon son utilité sociale et non plus selon le taux de profit, sous le contrôle des producteurs, le gouvernement des travailleurs, et ce sur le plan mondial. C'est le combat des communistes que doivent rejoindre tous ceux que la marche à la catastrophe climatique révolte.

10 novembre 2021

France : entre la 5^e vague et l'élection présidentielle

L'affaiblissement de l'impérialisme français

Toute crise mondiale modifie la répartition de la production entre États, entre branches et entre firmes. Le capitalisme français, à cet égard, semble sortir affaibli. Son fleuron dans la pharmacie, Sanofi, n'a pas été capable de fournir un vaccin contre le covid. Le déficit de l'économie française en matière d'échanges internationaux de biens s'est aggravé (-6,6 milliards d'euros par mois en 2021, au lieu de -4,9 milliards en 2019) car les importations repartent plus vite que les exportations. En septembre, la perte du contrat des sous-marins à l'Australie n'est pas due qu'à des raisons économiques mais est particulièrement humiliante pour lui.

La montée à l'échelle mondiale de la Chine, la prédominance économique de l'Allemagne en Europe, la résolution des États-Unis – quel que soit le président – à affronter la Chine et celle – pas moindre – de la Chine à leur résister, les déboires dans le pré carré africain affaiblissent la bourgeoisie française.

L'affaiblissement relatif du capitalisme français, qu'il soit mesuré par les performances de l'économie française ou appréhendé par la place des groupes capitalistes dans l'économie mondiale, intensifie les contradictions politiques de la bourgeoisie française. Les tensions portent sur les moyens de ralentir ou d'inverser le déclin, sur le choix des alliances, l'effort militaire, les secteurs et entreprises à privilégier et à sacrifier, les coups à porter aux classes laborieuses sans créer de soulèvement de masse, même sous la forme confuse des gilets jaunes.

Les candidats bourgeois en compétition

L'actualité politique commence à basculer vers la préparation de l'élection présidentielle prévue les 10 et 24 avril 2022. Le centre de gravité de la compétition s'est encore déporté vers la réaction depuis 2015.

Élu en 2017 grâce au scandale qui torpille la campagne du candidat du principal parti bourgeois (LR) et avec l'aide de la plupart des bureaucraties syndicales et des partis réformistes, Macron a bien servi depuis la bourgeoisie française. D'ailleurs, le Medef a témoigné de sa satisfaction lors de son université d'été en septembre 2021. Pour obtenir un deuxième mandat, le président sortant table sur la reprise économique et sur l'affaiblissement de LR. Celui-ci ne s'est pas remis de l'échec de Sarkozy en 2012 et de celui de Fillon en 2017.

Parmi les partis politiques bourgeois, seul EELV ne cible pas les migrants ; elle espère bénéficier de l'affaiblissement du PS et du rejet de Macron ; elle désigne son candidat Jadot lors de primaires en septembre 2021.

Le pourrissement du capitalisme pousse presque tous les candidats bourgeois à désigner des boucs émissaires

(étrangers, musulmans...). La nécessité de porter de nouveaux coups à la classe ouvrière obligera le prochain président ou la prochaine présidente à renforcer encore l'appareil répressif de l'État.

Montebourg annonce sa candidature le 4 septembre sur une thématique protectionniste et nationaliste anti-Union européenne, il veut en particulier limiter l'immigration. Asselineau affirme en avril 2019 sa candidature pour l'UPR, Le Pen en février 2020 pour le RN, Dupont-Aignan en septembre 2020 pour DIF. Se disputent les faveurs de LR Pécresse, Bertrand, Barnier, Ciotti, Juvin, Payre. Outre que les deux principaux candidats l'avaient quitté pour prendre la tête de régions, un gros problème pour le parti héritier du gaullisme est la concurrence probable du journaliste fascisant, misogyne et xénophobe Zemmour. Celui-ci attire aussi une partie de l'audience du RN, nostalgique de Le Pen père.

Le mouvement ouvrier et la présidentielle

Les partis « réformistes » assurent aux travailleurs que la solution est dans les urnes. Ils placent « la France » au-dessus des classes. Leur défense du capitalisme en déclin et de « leur » propre bourgeoisie les conduit à une grande proximité avec les partis politiques de la bourgeoisie. En mai 2021, le PCF (qui avait appuyé Mélenchon au premier tour de 2017 et Macron au second) ratifie la candidature de Roussel. Au-dessus de leur propre parti, Mélenchon (LFI) déclare sa candidature en novembre 2020 et Hidalgo (PS) en septembre 2021. Les candidats sociaux-impérialistes renchérissent sur le nationalisme, le renforcement de l'appareil répressif de l'État, « l'immigration choisie ». Mélenchon est pour le renforcement de la police et de l'armée, il s'est toujours prononcé contre le droit d'installation, il a expliqué que les réfugiés tchétchènes n'étaient pas intégrables. Hidalgo soutient la manifestation des policiers du 19 mai. Roussel s'y rend en personne ; il déclare le 10 juin qu'il faut renvoyer les réfugiés déboutés du droit d'asile.

Les épigones français de feu la 4^e Internationale présentent 3 candidats : Arthaud (LO), Poutou (NPA) et Kazib (CCR-RP). La candidate Arthaud (LO) demande plus de moyens pour la police. Le CCR-RP qui a scissionné en juin 2021 du NPA « pour reconstruire une gauche révolutionnaire » ne se démarque du NPA et de LO qu'en se prosternant davantage devant les ex-gilets jaunes et les actuels manifestants anti-passe et anti-vaccins. Il est peu probable que son candidat remplisse les conditions légales. D'autres formations (POI, PCOF, GR, Révolution, CLAIRE...) vont probablement servir de main-d'œuvre au social-patriote Mélenchon.

Les premiers comme les seconds bavardent sur « les luttes », mais refusent d'affronter les bureaucraties syndicales qui les sabotent, qui acceptent de négocier les attaques. De plus en plus intégrés aux appareils syndi-

caux, les centristes cautionnent la cogestion syndicale des groupes capitalistes (présence rétribuée dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance, les conseils stratégiques), leur coopération permanente avec l'État et le patronat (présence rétribuée au Conseil économique, social et environnemental, au Conseil d'orientation des retraites, au Conseil d'orientation pour l'emploi, à la Commission armée-jeunesse, etc.).

Front unique ouvrier et programme de transition

Le Groupe marxiste internationaliste (section française du Collectif révolution permanente) n'a pas les moyens de présenter de candidats, mais il combat pour l'indépendance de la classe ouvrière, pour le front unique ouvrier, pour la rupture de toutes les organisations de masse des travailleurs avec les exploiters. Par conséquent, il se prononce contre tous les candidats politiques de la bourgeoisie, à la présidentielle comme aux législatives des 12 et 19 juin 2022, au premier tour comme au second.

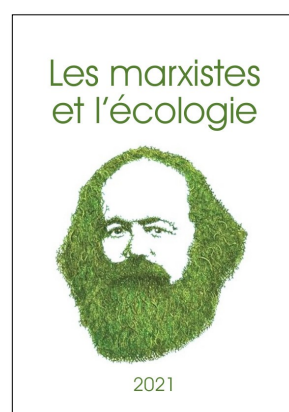
Contre Macron, sans attendre les élections et, si elles se tiennent, face au président et au gouvernement qui géreront les affaires communes de la bourgeoisie française, il faut ouvrir au prolétariat, à la jeunesse travailleuse et étudiante, aux travailleurs paysans, aux cadres inférieurs, une perspective collectiviste, radicale et internationale. Cela facilitera les luttes des exploités et des opprimés qui permettront aux masses de prendre confiance dans leurs propres forces.

Il faut rassembler tous les militants, fractions, groupes, noyaux lutte de classe pour constituer au plus vite une organisation communiste, premier pas vers un parti ouvrier révolutionnaire de masse, qui militera pour :

- l'augmentation des salaires et l'échelle mobile des salaires contre l'inflation,
- l'interdiction des licenciements collectifs et la réduction du temps de travail jusqu'à disparition du chômage,
- la suppression des impôts sur la consommation populaire, des cotisations sociales des salariés, de la CSG sur les salaires et les pensions,
- le financement de la sécurité sociale à la charge exclusive des patrons,
- la gratuité des soins, l'expropriation des groupes pharmaceutiques et de matériel médical, des cliniques privées et des EHPAD capitalistes,
- le recrutement de travailleurs dans l'enseignement public et la santé publique,
- des logements de qualité bon marché pour tous,
- l'expropriation des groupes capitalistes sous contrôle des travailleurs,
- le respect, l'extension et la gratuité du droit à la contraception et à l'avortement,
- la protection réelle des femmes menacées par leur mari ou leur compagnon,
- la fin de l'obsolescence programmée,
- le développement et la gratuité des transports en commun des villes moyennes et des agglomérations, l'interdiction des jets privés, des yachts,
- l'expropriation des grands groupes de l'industrie alimentaire et de la distribution, la production et la distribution d'aliments sains sous le contrôle des travailleurs des villes et des campagnes, pour assurer à toute la population un accès à une alimentation de qualité, dans le respect de l'environnement et des conditions d'élevage des animaux.
- le développement de sources d'énergies (nucléaire, renouvelables, hydrogène...) sous le contrôle des travailleurs,
- la gestion rationnelle des ressources halieutiques et forestières,
- le droit d'entrée et d'installation des réfugiés, des travailleurs étrangers, des étudiants étrangers, les mêmes droits pour tous les travailleurs,
- la suppression de l'enseignement privé, la fin de toute subvention aux clergés,
- la sortie de l'OTAN, l'arrêt des interventions militaires et la fermeture des bases militaires françaises à l'étranger, la dissolution de l'armée de métier et des corps de répression,
- la suppression de la présidence et du sénat, la révocabilité des élus, leur rémunération au niveau d'une travailleuse qualifiée...

Les revendications ne pourront être arrachées et garanties que par la lutte de classe du prolétariat, ralliant tous les exploités et tous les opprimés, la grève générale, des assemblées générales qui décident, l'élection de conseils de travailleurs et leur centralisation nationale, l'auto-défense contre la police et les fascistes, le gouvernement des travailleurs, les États-Unis socialistes d'Europe.

Extrait de la résolution *Classe contre classe* adoptée par la 6^e conférence du GMI le 17 octobre. La version intégrale et le



Cahier révolution communiste n° 17 et n° 26
3 euros par brochure auprès des militants, 4 euros par la poste (voir p. 21)

Inflation : une hausse des prix sans hausse des salaires

Regain après une décennie de modération

L'inflation qui, depuis de nombreuses années, ne faisait plus la une de l'actualité, revient sur le devant de la scène dans un contexte de reprise capitaliste mondiale. La hausse du prix de produits quotidiens devient une menace pour le prolétariat puisque l'inflation a toujours pour conséquence, sans augmentation équivalente des salaires, de faire diminuer la valeur de la force de travail en faveur des profits.

Plusieurs pays dominés et puissances régionales étaient déjà victimes, avant la reprise mondiale, d'une inflation galopante, comme le Brésil (10 %), la Turquie (19,5 % en un an), voire d'une hyperinflation, hors de contrôle, comme le Liban (138 %), le Soudan (366 %), le Venezuela (1 946 %).

Les centres impérialistes n'en sont pas là, mais la remontée est générale, à l'exception du Japon. La Chine, où la croissance ralentit, semble moins affectée avec 0,7 % sur un an pour l'indice des prix de détail (mais l'indice des prix industriels augmente de 6,7 % sur un an). En octobre 2021, le taux d'inflation aux États-Unis s'établissait à 6,2 % sur un an contre 1,4 % en janvier de la même année (BLS, 10 novembre).

Selon l'indice IPCH, utilisé dans l'Union européenne pour mieux comparer les pays (il est basé sur un même panier de biens pour les 27), l'inflation s'élève à 3,4 % pour la France, 4,4 % pour l'UE, 4,9 % pour la zone euro, 5,6 % pour l'Espagne, 6 % pour l'Allemagne, 7,1% pour la Belgique (Eurostat, 30 novembre). L'indice des prix à la consommation spécifique à la France (IPC) augmente de 2,8 % sur un an (Insee, 30 novembre).

L'énergie dope l'inflation mondiale

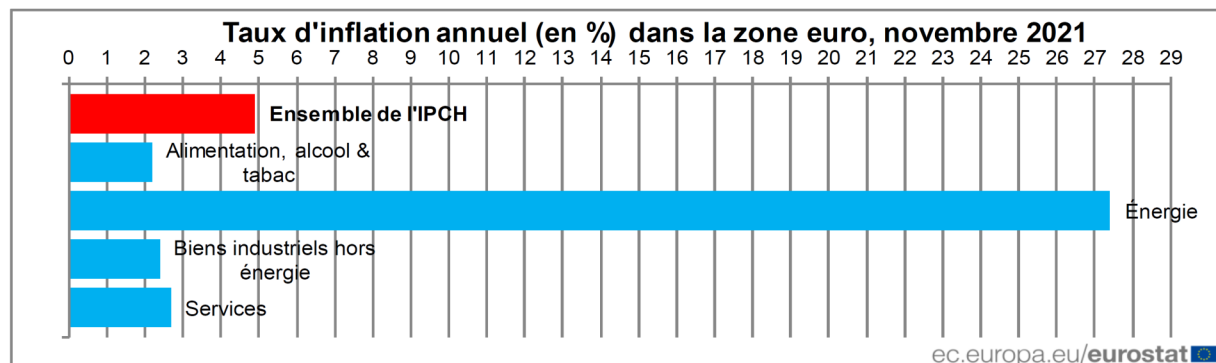
La tension d'approvisionnement sur les matières premières minérales (cuivre, étain...), en particulier avec la forte reprise de 2020 en Chine, entraîne pénurie et flambée des prix. Il y a une envolée des cours de matières premières agricoles, aggravée parfois par de mauvaises récoltes engendrées par les avaries météorologiques, dont certaines paraissent liées au désordre climatique : cani-

cule au Canada, sécheresse et gel au Brésil, pluies trop abondantes en Europe... Depuis un an, le prix du sucre a augmenté de 45 %, du maïs de 56 %, du blé de 32 %. Ceux de la viande bovine et porcine sont en hausse de 13 % et 94 % respectivement.

D'autre part, les cours des différentes énergies explosent : le 30 novembre, le baril du pétrole Brent dépasse 70 dollars (62,4 euros) soit un quasi-doublement en un an, dans le sillage de celui du gaz et du charbon.

Au regain d'activité viennent s'ajouter des raisons géopolitiques comme la fourniture par la Russie de gaz aux pays d'Europe de l'Ouest. L'Allemagne et l'Angleterre ont investi dans de grandes capacités en énergie renouvelable qui ont le désavantage d'être des sources intermittentes. Ce qui a été le cas cet été occasionnant une production inférieure à la moyenne. La Russie, via le monopole Gazprom, profite de sa position de force comme fournisseur de gaz (50 % de son gaz naturel importé par l'UE) pour achever le chantier de Nord Stream 2, après la levée du blocage américain depuis l'arrivée de l'administration Biden. C'est d'ailleurs la hausse du prix de l'énergie (+23 %) qui explique, en majeure partie, celle de l'indice des prix en Europe. Par effet de contagion d'un secteur à un autre, les engrais comme l'azote, la potasse ou l'ammoniac dont le prix, lié à celui des énergies fossiles, est passé de 200 dollars la tonne en 2020 à 590 en octobre 2021, ont renchéri les coûts de production agricole.

Dans une économie mondiale à flux tendu, fortement dépendante des transports, des goulets d'étranglement sont apparus pour certains biens manufacturés (puces électroniques, ciment, outils, vélos...) et des chaînes logistiques sont sévèrement touchées. L'offre mondiale des semi-conducteurs (concentrée à 63 % à Taïwan) n'est plus en mesure de fournir la demande, au point que des usines d'automobiles doivent être mises à l'arrêt faute d'approvisionnement de ces composants essentiels aux nouveaux véhicules. Paradoxalement, l'interdiction lancée par les États-Unis à l'entreprise taïwanaise TSMC de fournir le constructeur de



téléphones chinois Huawei a encore aggravé cette pénurie de semi-conducteurs, ce dernier s'en étant prémuni en constituant par avance des stocks !

L'hésitation des banques centrales

Face à l'inflation, plusieurs banques centrales restreignent le crédit pour tenter de préserver la valeur de leur monnaie.

Après avoir ouvert les vannes pendant la pandémie, plusieurs banques ont déjà durci leurs conditions, en réduisant leurs achats de dettes (Canada, Australie) ou en augmentant leur taux (Corée du Sud, Pologne, Norvège). (Le Monde, 5 novembre)

Cependant, malgré une hausse qui dépasse nettement le seuil de 2 % dans la zone euro, la BCE ne semble pas inquiète.

Lors de l'effondrement brutal du PIB mondial en 2020, les mesures massives des États impérialistes, par les plans de soutien, ont évité l'effondrement de la consommation et empêché des faillites d'entreprise. Ces mesures budgétaires ont été accompagnées de l'accentuation des politiques keynésiennes des grandes banques centrales : baisse des taux directeurs, prêts sans limite aux banques et rachat massif de titres financiers au bénéfice des banques et de l'État.

Les déséquilibres industriels mondiaux sont temporaires, ce qui ne veut pas dire que le climat n'en souffre pas ou que des travailleurs n'en paient pas le prix, comme en témoignent en France les fermetures de sous-traitants de l'industrie automobile. En outre, la croissance chinoise ralentit significativement et les salaires, même là où ils augmentent comme aux États-Unis, ne rattrapent pas la hausse des prix. Pour ces raisons, les grandes banques centrales n'ont pas renoncé à leur politique permissive qui créent des conditions favorables à l'inflation en augmentant la quantité de monnaie hors de proportion avec la croissance économique. La Banque du Japon et la Banque d'Angleterre laissent leurs taux directeurs inchangés. La Fed et la BCE ont décidé de ralentir les achats de titre, mais pas de relever les taux.

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne continue d'estimer que des conditions de financement favorables peuvent être maintenues avec un rythme légèrement plus faible d'achats nets d'actifs au titre du programme d'achats d'urgence face à la pandémie... Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés. (BCE, Communiqué de presse, 28 octobre 2021)

Le danger que présente aux yeux des banques centrales le relèvement des taux directeurs est que cela entraîne une hausse des taux des prêts bancaires qui peut précipiter la faillite des entreprises les plus fragiles et augmenter le

cout du déficit des États.

Si le capital bancaire perd de la plus-value en raison de l'érosion du taux d'intérêt réel, le capital productif ne s'inquiète pas outre-mesure, puisque seule une hausse conséquente des salaires, et donc une diminution du taux d'exploitation, limiterait ses perspectives de profit. Seules les luttes pourront provoquer une telle augmentation, et c'est probablement pour rassurer la classe capitaliste que Jerome Powell, le président de la Fed, assure que ce regain d'inflation est « *transitoire* » (*Les Échos*, 27 août). En attendant, la forte concurrence sur la majeure partie des marchés internationaux empêche les capitalistes de répercuter trop facilement leurs couts sur les prix de vente. Le risque est donc grand au contraire qu'ils fassent payer la facture aux travailleurs en intensifiant leur exploitation.

La classe ouvrière doit imposer des hausses de salaire

En dehors des transports et des loyers, le facteur de dépenses difficilement compressible pour les travailleurs est l'alimentation. Pour les 20 % de ménages les plus pauvres (familles de salariés peu qualifiés et de paysans pauvres), la part consacrée à l'alimentation dans les dépenses totales est de 18 % (Insee, 2017), soit le 2^e poste de consommation après le logement (22 %), bien plus que pour toutes les autres catégories de la population.

Pour les travailleurs il s'agit avant tout de maintenir leurs conditions d'existence sinon de les améliorer. Ce n'est pas un chèque de 100 euros pour les 38 millions les plus pauvres qui y changera grand-chose. D'une part, son montant reste dérisoire. D'autre part, son financement provient pour un quart du surplus de TVA lié à l'augmentation des prix du carburant et pour le reste d'un prélèvement du budget général.

Les travailleurs ne sont pas les assistés de l'État bourgeois, mais les créateurs de toutes les richesses sociales. C'est pourquoi ils doivent exiger le front unique de leurs organisations pour :

Abrogation des mesures contre les chômeurs !

Suppression des impôts sur la consommation populaire ! Contrôle ouvrier et populaire des prix !

Salaires minimum net à 1 800 euros ! Rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis la crise de 2008 ! Augmentation des salaires et des pensions ! Indexation des salaires et des prestations sociales sur les prix !

Planification de la production en fonction des besoins ! Expropriation des grandes entreprises capitalistes ! Pouvoir aux travailleurs !

30 novembre 2021

La concurrence des groupes capitalistes au détriment des travailleurs des transports publics

Un marché dominé par les multinationales SNCF, RATP et Transdev

Sous l'impulsion de la direction conjointe par l'État allemand et l'État français de l'Union européenne, la concurrence s'intensifie depuis 2015 dans le transport par rail ou par bus. L'État français espère que des groupes français, tout en conservant leurs positions sur le marché national, prendront des parts de marché en Europe et dans les autres continents. L'oligopole français est d'ailleurs composé d'entreprises à capitaux publics, même si SNCF, RATP et Transdev se mènent une guerre sans merci.

La société-mère du groupe SNCF est une société anonyme depuis 2020. Elle a pour filiales SNCF réseau, SNCF voyageurs, TFMM-Rail Logistics Europe (fret par rail), Geodis (transport par camion, avion, bateau) et Keolis (transport urbain de passagers) pour diviser et affaiblir les 260 000 travailleurs. Keolis, détenue par la SNCF à 70 % et par le fonds de pension canadien Caisse de dépôt et placement du Québec, est elle-même un groupe transnational qui exploite 63 000 salariés et a fait 6,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2020 (6,6 avant la crise) dans 15 pays (bus, métro, tramway, funiculaires, cars, navettes, vélos...).

Le groupe RATP exploite 66 000 salariés et a réalisé 5,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2020 (5,7 en 2019). La société-mère est un EPIC à la tête de 9 filiales en France et à l'étranger. Sa filiale RATP Dev est elle-même un groupe transnational présent dans 13 pays. La RATP vient de séparer les bus de la région parisienne dans la filiale CAP Ile-de-France.

RATP CAP Ile-de-France va conjuguer le meilleur du savoir-faire historique et intégré de la RATP en Ile-de-France avec l'agilité et la maîtrise des enjeux des villes que le groupe RATP a su exporter avec succès en France et partout dans le monde. (RATP Group, News, février)

Le groupe Transdev exploite 83 000 salariés dans 17 pays. Son chiffre d'affaires est de 6,7 milliards d'euros (2020). La société-mère Transdev est une société anonyme détenue à 66 % par la Caisse des dépôts et consignations (CDC), un fonds d'investissements de l'État français, et à 34 % par Rethmann, une entreprise de gestion des déchets, d'agroalimentaire et de logistique allemande. Ses filiales sont Transdev Rail, Transdev GmbH, Bayerische Oberlandbahn, Transdev PLC, Supershuttle.

Depuis 2017, les régions ont dans leurs compétences la gestion des ports et des aéroports, des trains régionaux (TER), des transports routiers interurbains et scolaires, des gares publiques routières... Elles les sous-traitent le

plus souvent à des groupes capitalistes, par le mécanisme des appels d'offre concernant la délégation d'un service public.

Transdev détient ainsi plusieurs centaines de lignes de bus en région parisienne qui lui sont confiées par la région Ile-de-France Mobilités (IDFM) de Pécresse. Keolis-SNCF gère au détriment de la RATP la nouvelle ligne de tramway n°9 en Ile-de-France. Transdev prendra en 2025 à la SNCF la ligne la plus rentable de la région Provence-Côte d'Azur dirigée par Muselier.

Que les entreprises soient aux mains de l'État bourgeois ne change rien aux effets, voulus, de la concurrence. Ils sont analogues à la privatisation du transport ferroviaire en Grande-Bretagne : détérioration du transport pour les travailleurs et les usagers, dégradation des conditions de travail et baisse du salaire des travailleurs exploités.

L'offensive contre les travailleurs du transport de voyageurs

Le régime de retraite et le statut sont considérés comme des handicaps par les entreprises publiques (SNCF, RATP). Il en est de même pour tout acquis, aussi minime soit-il : prime repas, amplitude horaire, heures supplémentaires, jours de RTT, congés, repos, 13^e mois, ancienneté... Pour sauver ou accroître leurs profits, les groupes capitalistes, privés comme publics, multiplient les concertations avec les directions syndicales en leur faisant signer des accords de site ou d'entreprise contre les acquis.

L'entreprise publique SNCF a toujours divisé ses travailleurs, avec souvent la complaisance des organisations syndicales, en embauchant des ouvriers contractuels marocains et des employés précaires par la sous-traitance du nettoyage. Au printemps 2018, Macron et le patron ont gagné une bataille décisive, avec le « Pacte ferroviaire » qui a supprimé le statut pour les nouveaux embauchés et a éclaté l'ancien collectif de travail qui constituait un bastion des luttes sociales en France. La responsabilité de la défaite revient entièrement aux chefs syndicaux CGT-CFDT-UNSA-SUD qui avaient décrété une grève perlée, contre la grève générale, tout en négociant le pacte en coulisses.

Pour appliquer la loi d'orientation des mobilités du gouvernement Macron-Philippe, la RATP a adopté un « cadre social territorialisé » négocié par tous les représentants syndicaux de juin à octobre 2020. Il envisage le « transfert » des 19 000 conducteurs de bus RATP.

En région PACA, le statut des 160 cheminots de la SNCF « transférés » à Transdev changera :

Les « transférés » conserveront les avantages du statut de cheminot pendant 15 mois, avant qu'une né-



gociation dans leur nouvelle entreprise n'aboutisse à de nouvelles règles de travail. (La Provence, 8 septembre)

L'IDFM de la région Île-de-France exige de Transdev « une nouvelle organisation du travail, issue d'un accord-socle négocié avec les syndicats centraux de Transdev mais qui a fait bondir les salariés sur le terrain » (*Le Monde*, 12 octobre). Signé en novembre 2020 par la CFDT, l'UNSA, l'UST, la CFE-CGC, au moment où les travailleurs du transport étaient en « seconde ligne » face à l'épidémie de covid-19, l'accord-socle aggrave les conditions de travail. En aout dernier, les accords locaux signés par les délégations syndicales des filiales concernées, déclinent l'accord-cadre : amplitude horaire augmentée (jusqu'à 13 heures par jour), réduction des heures supplémentaires et des primes repas, temps de coupures moins payé, augmentation des cadences. Les conducteurs estiment la perte de 300 à 600 euros par mois, notamment par le changement du paiement des pauses, retards et arrêts qui sont devenus des « *temps indemnisés* » à 50 % au lieu d'un temps de travail à 100 %.

La grève à Transdev : non aux 45 heures payées 35 !

Le 2 septembre, le dépôt de Sénart démarre la grève à l'unanimité. Le 6 septembre, ceux de Melun et Valmy suivent. À la mi-septembre, c'est au tour de Marne-la-vallée. Le mot d'ordre « *Non aux 45 heures payées 35 !* » s'impose. La colère à la base des travailleurs est évidente. L'employeur met la pression via ses vigiles et ses demandes d'intervention de la police.

Mais aucun syndicat national de Transdev, aucune organisation de taille significative n'appelle à des assemblées générales pour la grève générale du groupe jusqu'à l'abrogation de l'accord-socle, ni LO et sa scission CR-L'Étincelle, ni le NPA et sa scission CCR-RP, ni le POI et

sa scission POID. Si les piquets de grève, déterminés, tiennent les bus au garage, les chefs syndicaux acceptent les discussions dépôt par dépôt.

Comme à chaque conflit bousculant le dispositif de collaboration de classe, les bureaucraties syndicales reçoivent le soutien de leurs adjoints politiques (PS, PCF, LFI, LO, NPA...). Triste défilé, bouchant toute voie pour gagner.

Pour le PS, Faure, député de Seine-et-Marne, rencontre les grévistes au dépôt de Lieusaint et conclut : « *il est temps que le dialogue social reprenne, je m'y emploie.* » (*olivierfaure.fr*, 10 septembre).

Le 13 septembre, Besancenot intervient au nom du NPA en dénonçant la tactique patronale :

Pour eux c'est stratégique, il faut négocier dépôt par dépôt. La simple volonté d'extension, ça les inquiète. (lanticapitaliste.org, 14 septembre)

Mais comment faire puisque les chefs syndicaux n'appellent pas à l'extension ? Le NPA botte en touche, avec le même argument servi à l'été 2018 par LO pour protéger l'appareil de la CGT.

En fait, vous avez déjà gagné, parce que vous ne vous regardez déjà plus pareil. Ils essaient qu'on ne fasse rien d'autre que bosser et regarder nos pompes. Mais vous avez relevé la tête. (lanticapitaliste.org, 14 septembre)

Le 14 septembre, c'est au tour de Mélenchon. Lors d'un rassemblement au dépôt de Vaux-le-Pénil, le candidat LFI désigne l'étranger comme responsable : « *À l'Union européenne, c'est là qu'ils ont voté les paquets ferroviaires pour privatiser le transport public* » (*linsoumission.fr*, 14 septembre). Alors qu'il s'agit d'une décision du capitaliste français Transdev passée au travers d'un accord trouvé grâce à la complicité des chefs syndicaux.

Fin septembre, Transdev assigne en justice deux conduc-

teurs que le patron accuse de violences, SUD se porte partie civile. La juge demande « une médiation », ce que refuse le patron qui est finalement débouté sur le fond.

La grève tient encore, le dépôt Transdev de Chelles entre dans la grève début octobre. Le 28 septembre, plusieurs centaines de grévistes tentent de se coordonner à Melun. Mais le tract qui en ressort et que le groupe Révolution permanente-CCR publie fièrement, appelle à une nouvelle journée de grève le 5 octobre. Pas d'élection de délégués, pas de comité central de grève...

Le 5 octobre, se déroule une journée d'action « interprofessionnelle » symbolique décrétée par les directions confédérales avec l'aide du PCF, de LFI, du NPA, du CCR-RP, de LO, du POID... Les grévistes de Transdev se rassemblent devant le siège d'IDFM. La candidate de LO Arthaud y prend la parole « Si vous avez la volonté d'étendre le mouvement, c'est possible de le faire ». Autrement dit, ne vous en prenez qu'à vous-mêmes si la grève échoue.

Une « politique fausse des masses » s'explique par leur « non-maturité » ? Mais qu'est-ce que la « non-maturité » des masses ? De toute évidence, c'est leur prédisposition à suivre une politique fausse. En quoi consistait cette politique fausse ? Qui étaient les initiateurs ? Les masses ou les dirigeants ? (Léon Trotsky, Pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ?, 1939)

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site d'IKC/Espagne : ikcirklo.org/es/

Site de PD/Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

Le 9 octobre, le dépôt de Sénart reprend avec la signature d'un accord local. Consciente du délitement de la lutte, Pécresse demande le 11 octobre à l'État « d'intervenir pour assurer un service minimum », un appel clair à la répression policière. Pour donner du lest à la négociation que les directions syndicales acceptent, un médiateur est nommé, Jean-Paul Bailly, ancien PDG de la RATP (1994-2002) et de La Poste (2002-2013). Une provocation qui n'arrête pas le PCF : ses élus en appellent à Pécresse et au sous-traitant Transdev pour que le mouvement « puisse être enfin respecté et entendu » (PCF, 12 octobre, seine-et-marne.pcf.fr).

Le 14 octobre, un nouvel accord est signé à Marne-la-Vallée. Comme à Sénart, les services en pause, sans conduite, sont classés « temps indemnisés » mais restent payés à 100 % pour l'instant et pour les anciens. Les nouveaux embauchés subiront, eux, l'accord-socle. Les derniers dépôts reprennent le travail sur des bases identiques fin octobre.

Tirer les leçons des luttes

La systématisation des attaques patronales contre des salariés sollicités plus que jamais depuis la pandémie de covid déclenche de multiples grèves : le 8 novembre chez Orizo (Avignon) et Setram (Le Mans), le 9 chez RATP Dev (Saint-Malo), le 10 chez Citéline (Thionville), le 12 chez Tam (Montpellier), le 12 et le 13 chez Semitag (Grenoble), le 15 chez Cars du Rhône Transdev (Lyon), Bibus (Brest) et chez Le Met' (Metz). Ce qui affleure, c'est la grève générale.

Pour l'abrogation de tous les accords pourris, pour interdire toute concertation des plans patronaux et pour préparer la grève générale, les travailleurs doivent s'organiser dans les syndicats au sein de tendances lutte de classe et, par-dessus les multiples syndicats, dans des comités de lutte ou de grève avec des délégués élus et révocables. Que ces comités se centralisent localement et nationalement pour exiger l'abrogation de tous les accords pourris négociés par les bureaucrates syndicaux. Ce sont les leçons des échecs des grèves des cheminots en 2018, des grèves en défense des retraites en 2019 et de celle de Transdev.

Au-delà de la lutte immédiate contre l'offensive de chaque patron des transports, des revendications d'augmentation des salaires et de baisse du temps de travail, il faut unir les travailleurs de tout le secteur par le maintien et l'alignement de tous les contrats sur les meilleurs statuts et conditions de travail, vraisemblablement sur ceux de la SNCF et de la RATP, et l'unification des transports publics sous contrôle ouvrier pour assurer des transports décents aux travailleurs et élèves usagers. Une lutte de cette ampleur posera probablement la question du pouvoir, la question d'un gouvernement des travailleurs.

15 novembre 2021

Lyon : face aux violences des fascistes, aucune confiance dans Macron, autodéfense !

Une manifestation contre des groupes fascistes s'est déroulée à Lyon le 23 octobre, encadrée par un important dispositif policier. Elle a réuni plus de 2 000 participants, pour l'essentiel des étudiants et des jeunes travailleurs, à l'appel de plusieurs organisations syndicales (CGT, FSU, Solidaires, CNT, UNEF, UNL), féministes (Lesbiennes contre le Patriarcat, Planning familial), antifascistes (Jeune garde), politiques (PCF, LFI, NPA, Ensemble, Génération, JC, UCL...), associatives (Alternatiba, CNL) pour dénoncer « *les multiples agressions de l'extrême droite* ».

Les exactions des fascistes à Lyon

Les fascistes ne sont pas en mesure de prendre le pouvoir en France. Mais, comme dans le reste du monde, ils relèvent la tête et sévissent contre les organisations ouvrières et des minorités ethniques ou religieuses pour se préparer aux crises inévitables du capitalisme en déclin. Les ex-GI, les AF et compagnie sont encouragés par la politique migratoire et policière du gouvernement, par les succès politiques des politiciens et des partis xénophobes qui, tout en restant légaux, diffusent le poison du nationalisme, du chauvinisme, du racisme, du complotisme, comme la mouvance autour de Zemmour-Bolloré et le RN des Le Pen.

Interrogé sur le plateau de BFM, le 11 novembre, sur le fait de savoir s'il fallait laisser mourir de froid 2 000 migrants derrière les barbelés de la frontière polonaise, Julien Odoul, l'un des porte-parole du Rassemblement national a répondu à deux reprises : « Mais bien sûr que oui ». (Le Monde, 16 novembre)

Les candidats à la candidature de LR désignent aussi les étrangers, du moins les pauvres, comme boucs émissaires. Montebourg, ancien dirigeant du PS, a envisagé de bloquer les transferts de fonds des résidents étrangers (RTL & LCI, 7 novembre).

La vague réactionnaire est facilitée par l'impuissance et les trahisons des directions syndicales et la faillite des partis « réformistes », leur pacifisme, leur nationalisme, leur soutien à la police et à l'armée.

Le 20 mars, la librairie anarchiste *La Plume noire* sur les pentes de la Croix-Rousse avait été ciblée par une bande de nervis. Le 24 avril, le rassemblement pour la fierté lesbienne avait été attaqué par une cinquantaine de fascistes, place Louis-Pradel, à Lyon. Fin juin, après la défaite de la France face à la Suisse à l'Euro de football, des nazillons avaient agressé en presque 10 des militants antifascistes qui regardaient le match dans un bar. Plusieurs locaux du PCF ou de la CGT ont aussi été l'objet d'attaques dans l'agglomération.

Tous ces agissements avaient été revendiqués sur les réseaux sociaux par des groupuscules fascistes.

La complaisance de l'État bourgeois

En outre, le 21 septembre 2021, sept militants du Groupe antifasciste Lyon et environs (GALE) ont été interpellés et placés en garde à vue par la police. L'enquête se réfère aux événements survenus lors de la manifestation libertarienne et obscurantiste contre le passe-sanitaire et contre la vaccination du 28 août, où a eu lieu une confrontation entre des anarchistes du GALE et des intégristes chrétiens de Civitas. Aucune plainte n'avait été déposée par ces derniers mais le procureur de la république a diligenté cette enquête d'initiative après l'exploitation d'une vidéo et un travail de surveillance et de traçage des militants. Quatre d'entre eux ont d'ailleurs été placés en détention provisoire en attendant leur jugement. Début novembre, faute de preuves ils ont été relaxés ou condamnés à de très faibles amendes pour la forme.

Depuis dix ans, les fascistes sévissent à Lyon en jouissant de la mansuétude des pouvoirs publics. Ainsi, les revendications sur les réseaux sociaux ne font pas l'objet, à la différence des militants du GALE, de poursuites.

Le samedi on descend dans la rue, le dimanche on vote Macron ?

L'appel à manifester de ceux qui appelèrent à voter Macron et Chirac pour faire « barrage à l'extrême-droite » ne pointe jamais la responsabilité du gouvernement Macron-Castex-Darmanin à travers sa politique, anti-ouvrière et anti-migrants, ses lois liberticides, ses violences policières, le renforcement incessant des services secrets et de la police. De même, cet appel n'évoque pas le terreau social et politique, lié au pourrissement du système capitaliste et aux trahisons des directions ac-



tuelles des travailleurs, qui permet aux fascistes de recruter et d'attaquer physiquement les minorités et le mouvement ouvrier.

Pire, les réformistes détournent les antifascistes vers la supplique que ce même gouvernement « ferme les locaux fascistes ». C'est du vent ! Ils ne tirent aucune leçon du fait que malgré la dissolution de GI en mars 2021, le bar *La Traboule* et la salle de boxe *L'Agogé* sont toujours ouverts.

Toute l'histoire prouve que les mesures juridiques réclamées par les partis « réformistes » et les dirigeants des syndicats, à savoir des lois « contre les extrêmes » dont l'application est confiée aux institutions répressives de l'État bourgeois, n'ont jamais empêché les exactions par les bandes fascistes, ni la prise du pouvoir par des partis fascistes.

En effet, les fascistes sont financés par une fraction de la bourgeoisie, ils sont liés d'un côté à la pègre et de l'autre aux multiples entreprises de « *sécurité privée* », ils jouissent de l'indulgence de magistrats, de complicités dans la police, les services secrets, l'armée.

Par contre, ces lois et décrets ont été systématiquement retournés contre les organisations des peuples colonisés et celles de la classe ouvrière. Par exemple, en France, la loi du 10 janvier 1936 a servi au gouvernement de Front populaire pour interdire en 1937 l'Étoile nord-africaine, au gouvernement du Parti radical pour interdire en 1939 le PCF, au gouvernement de Gaulle pour dissoudre en 1968 la JCR, VO, la FER, l'OCI, le PCI, l'UJCML, le PCMLF...

Pour le front unique ouvrier contre les flics et les nervis

L'organisation LO, qui raisonne comme les réformistes en termes bourgeois (« la gauche », « la droite », « l'extrême droite »), fait la leçon aux jeunes :

La seule voie pour combattre sérieusement l'extrême droite, consiste à agir pour que les travailleurs retrouvent la conscience qu'ils sont une force et qu'ils ont des intérêts communs, quelles que soient leurs origines ou leur nationalité. En mettant en avant ses propres solutions politiques face à la crise, en défendant ses intérêts, en contestant la dictature des capitalistes, la classe ouvrière mobilisée pourra faire reculer l'extrême droite. (Lutte ouvrière, 29 octobre)

Certes, LO n'avait pas appelé à la manifestation de Lyon mais elle n'est pas toujours aussi difficile pour signer des appels à des initiatives front-populistes (la campagne « révolution fiscale » du Front de gauche en 2013) ou pour participer à des listes avec des organisa-

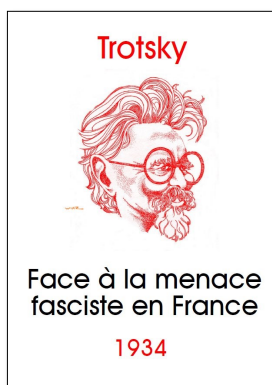
tions politiques de la bourgeoisie (PRG, MRC, Verts... lors des élections municipales de 2008).

Certes, une manifestation pacifiste et canalisée vers Macron ne fera pas « reculer l'extrême-droite ». Certes, il faut que la classe ouvrière « défende ses intérêts » et « conteste la dictature des capitalistes ».

Mais faut-il attendre un avenir hypothétique pour protéger les grèves, les manifestations des travailleurs, les locaux et les librairies ouvrières, les travailleurs étrangers, les homosexuels ?

Il ne s'agit pas seulement de « faire reculer l'extrême-droite », sans dire comment, mais d'écraser la vermine fasciste. Il ne s'agit pas de « contester » éternellement le capitalisme mais de le renverser définitivement et de construire le socialisme mondial, ce qui extirpera le fascisme à tout jamais.

Comment la classe ouvrière peut-elle « retrouver sa conscience » si LO, s'alignant sur le PCF, le PS, LFI, fait passer les policiers pour des travailleurs et demande plus de moyens pour la police ?



Cahier révolution communiste n° 19

Les policiers, ce que je vois, c'est qu'on leur demande vraiment de faire un travail difficile mais le gouvernement ne se donne même pas les moyens effectivement de leur donner de quoi travailler. (Nathalie Arthaud, France Info, 15 septembre)

Comment la classe ouvrière peut-elle défendre ses intérêts et contester la dictature des capitalistes, alors que LO, avec le PCF, LFI, le NPA, sa scission RP, le POID, l'UCL et compagnie, protège les chefs syndicaux qui négocient toutes les attaques et les aide, à chaque mouvement prolétarien d'envergure, à empêcher la grève générale ?

Les travailleurs, comme le succès de la manifestation du 23 octobre le prouve, sont disponibles pour combattre les nervis fascistes. Les syndicats (CFDT, CGT, FSU, FO, Solidaires, UNSA...) et les partis issus de la classe ouvrière (PS, PCF, LFI, etc.) doivent s'unir dans le front unique ouvrier pour défendre systématiquement les locaux ouvriers, les manifestations, les grèves, les quartiers populaires contre les nervis et les flics.

À toutes les organisations ouvrières, nous offrons un programme concret d'action sur la base du front unique prolétarien. Nous posons au centre des tâches d'aujourd'hui l'autodéfense active du prolétariat. La force contre la force ! La milice ouvrière est la seule arme pour lutter contre les bandes fascistes auxquelles la police officielle viendra inévitablement en aide. (Trotsky, Manifeste des communistes internationalistes au prolétariat mondial, 9 mars 1934)

16 novembre 2021, correspondants

17 octobre 1961 : De Gaulle lance sa police contre les ouvriers algériens, 200 morts

Il y a soixante ans, alors que s'achevait la guerre d'Algérie, la police française noya dans la Seine ou massacra dans ses locaux et dans les stades entre cent et trois cents Algériens, pour la plupart des ouvriers.

Macron reconnaît un crime mais en attribue la responsabilité au seul Maurice Papon, exemptant la police « de la République » et le chef de l'État, Charles de Gaulle : « *Les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de Maurice Papon sont inexcusables pour la République* » (16 octobre).

Mais c'est encore trop pour les partis bourgeois à sa droite. Les candidats de LR (Pécresse, Barnier, Bertrand...) protestent car ils veulent célébrer les morts de policiers en France tués par le FLN. Le Pen (RN) et Zemmour dénoncent toute « repentance » et défendent « l'honneur de la police ».

Le gouvernement impose un couvre-feu aux travailleurs algériens

Le 5 octobre, sous prétexte de « *mettre un terme aux agissements criminels des terroristes algériens* », le préfet de police Papon fait diffuser par la presse un communiqué qui conseille « *de la façon la plus pressante aux travailleurs algériens de s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris et de la banlieue parisienne, et plus particulièrement de 20 h 30 à 5 h30 du matin* », qui recommande « *aux Français musulmans de circuler isolément, les petits groupes risquant de paraître suspects aux rondes et patrouilles de police* » et qui décrète que « *les débits de boissons tenus et fréquentés par les Français musulmans d'Algérie doivent fermer chaque jour à 19 heures* » (cité par Sylvie Thénault, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Flammarion, 2005, p. 235). Papon était un haut fonctionnaire qui avait organisé les rafles de Juifs à Bordeaux entre 1942 et 1944.

Le FLN décide d'appeler à protester contre les mesures d'exception du gouvernement de Gaulle-Debré. Mais, comme organisation nationaliste, il ne s'adresse qu'aux travailleurs algériens. Le mot d'ordre de manifestation est communiqué à la base au dernier moment. Dans l'après-midi du 17 octobre 1961, répondent à l'appel entre 25 et 40 000 Algériens venus des bidonvilles de Nanterre, Bezons, Courbevoie, Colombes et Puteaux, des banlieues d'Asnières, de Gennevilliers ou de Clichy, du quartier de la Goutte-d'Or à Paris, parfois en famille, souvent habillés comme un dimanche. Ils convergent vers les points de rassemblements annoncés : Pont de Neuilly-Étoile, Grands Boulevards, Saint-Germain-Saint-Michel.



De Gaulle lâche ses chiens de garde

Les forces de police ont reçu la consigne d'appréhender les manifestants, de conduire les hommes au Palais des sports, les femmes et les enfants au poste de police de la rue Thorel, dans le 2^e arrondissement. De fausses rumeurs circulent très tôt, sur les fréquences radio de la police, annonçant la mort de cinq policiers tués par les Algériens.

Un peu partout, les « *forces de l'ordre* » embarquent les manifestants avant qu'ils ne se soient rassemblés. Dans la rue, dans les gares, dans le métro, les rafles commencent. Là où des cortèges parviennent à se former, ils sont dispersés avec une extrême violence par une police déchaînée. Sur les Grands Boulevards, elle tire sur les manifestants ; dans le Quartier latin, où un autre rassemblement a réussi à s'agréger, les flics encerclent les manifestants avant de les charger et de les frapper. Un certain nombre d'entre eux se jettent dans la Seine depuis le Pont Saint-Michel pour échapper à leurs coups, d'autres sont balancés froidement à l'eau par des policiers. Dans le secteur de Saint-Sulpice aussi, des coups de feu sont tirés.

Dans la cour de la préfecture de police de l'Île de la Cité, les 1 200 manifestants appréhendés sont reçus à coups de matraque par des « *comités d'accueil* ». Vingt blessés graves, souvent victimes de traumatisme crânien, doivent être évacués vers les hôpitaux.

Au pont de Neuilly, un cortège d'environ 10 000 manifestants est bloqué par les forces de police épaulées par une section de la FPA (force de police auxiliaire constituée de « *musulmans* » d'Algérie encadrée par des officiers de l'armée française). Dans la soirée, des coups de feu sont tirés faisant plusieurs morts et des travailleurs algériens seront jetés dans la Seine depuis les ponts de Neuilly, d'Argenteuil et d'Asnières. Les Algériens arrêtés sont

entassés dans les autobus de la RATP qui ont été réquisitionnés, comme ils l'avaient été à l'été 1942 pour conduire les Juifs au camp de Drancy. Entre 17 heures et minuit, près de 7 000 seront acheminés au Palais des sports dans des conditions telles que certains vont périr. Dans les heures suivantes, 2 600 autres seront emmenés au Stade Pierre de Coubertin après passage à tabac dans des commissariats de quartier. Au cours de la nuit, les troupes de Papon et de Gaulle opèrent officiellement 11 538 arrestations.

Les autorités françaises ne reconnaissent alors que 3 morts et 64 blessés. En fait, il y a au moins 100 morts, peut-être 300.

L'insuffisante réaction du mouvement ouvrier français

Un meeting de protestation est organisé à la Mutualité mais pas une minute de grève nationale n'a lieu pour tous ces travailleurs algériens assassinés. Un communiqué CGT appelle « à réprover les violences, et à la solidarité avec les travailleurs algériens ». Le PCF dénonce « la brutalité de la police » et demande aux travailleurs français de se sentir menacés par des « mesures à caractère fasciste prises à l'égard de travailleurs algériens, ces mesures pouvant demain être étendues à eux ». Ce qui est une bien étroite conception de la solidarité de classe.

Leurs déclarations évitent de dénoncer comme un massacre l'action de la police française. Prudent, le PCF ne veut pas se voir poursuivi par les tribunaux pour une question qu'il voyait déjà en 1956 comme secondaire par rapport aux enjeux de la politique en France. La déclaration du PCF se garde d'appeler à une manifestation, oubliant même l'aspiration du peuple algérien à obtenir son indépendance.

Seul le syndicat étudiant UNEF appelle à manifester, 10 000 étudiants défilent le 18 novembre. Des artistes tentent de dire la vérité sur cette boucherie comme le photographe Elie Kagan et le cinéaste Jacques Panijel qui tourne clandestinement *Octobre à Paris*, entre octobre 1961 et avril 1962, film interdit par la censure de la « république » et de la « démocratie » française.



Le poison du chauvinisme

En 1959, un responsable de la fédération de France du FLN, ouvrier chez Renault, avait mis en cause l'attitude des directions syndicales.

*Au lieu d'amener les travailleurs à prendre position contre la guerre d'Algérie tout simplement parce que la guerre, surtout coloniale, se trouve en contradiction flagrante avec les principes de la classe ouvrière. Non. Les travailleurs, face au problème, ont été habitués à prendre une position déterminée avant tout par intérêt. Puisque le slogan « la guerre d'Algérie coûte cher » passe en premier, ils sont appelés à lutter contre cette guerre parce qu'elle menace leur niveau de vie... (Aboubekr Belkaïd, « Intervention au congrès de la CGT métallurgie », 1959, cité par Nicolas Hatzfeld, *Les Syndicats de l'automobile aux congrès fédéraux : un modèle renouvelé 1948-1963*, PUR, 2016, p. 38)*

Le gouvernement de Front populaire avait défendu l'empire colonial en 1936-1937. En mars 1943, le PS-SFIO et le PCF mirent sur pied un Comité national de la résistance pour rallier les travailleurs au général de Gaulle. Son programme du 15 mars 1944 était très vague sur les colonies. Le parti stalinien expliquait ses raisons dans une brochure.

Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être. (Au service de la renaissance française, PCF, 1944, p. 18)

En pratique, le PS-SFIO et le PCF participèrent au gouvernement d'union nationale de De Gaulle qui reconstruisit l'empire colonial en 1944-1946. Lors des émeutes algériennes de Sétif en 1945, les stalinien condamnèrent les émeutes au nom de la défense « de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible », en France comme en Algérie.

*Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. (PCF, « Communiqué », 12 mai 1945, cité par Jacob Moneta, *Le PCF et la question coloniale*, 1968, Maspero, 1971, p. 156)*

Il faut de tout de suite passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays. (Parti communiste algérien, « Communiqué », 18 mai 1945, cité par Moneta, p. 156)

En 1945, le gouverneur de l'Algérie, Yves Chataigneau, était membre du PS-SFIO. Tillon, ministre PCF de l'aviation, ordonna alors les bombardements aériens de Sétif et de Guelma. La répression de l'armée et des milices de colons fit officiellement 1 500 morts arabes, plutôt 8 000

en réalité. En 1947, le chef (PS-SFIO) du gouvernement MRP-PS-PCF expliqua aux gouverneurs des colonies :

La France sans colonie serait une France esclave condamnée à n'être qu'un satellite. (Vincent Auriol, « Discours », 21 février 1947, cité par Claude Liauzu, *Histoire de l'anticolonialisme en France*, Colin, 2007, p. 371)

Après 1954, le PS-SFIO dirigé par Mollet avait dirigé des gouvernements qui menaient la guerre en Algérie. Le PCF avait voté en 1956 « les pouvoirs spéciaux » qui autorisaient l'armée à faire régner l'ordre en Algérie (arrestations, tortures, liquidations sans jugement...). Le PCF ne menait pas campagne pour l'indépendance mais « pour la paix en Algérie ». Son satellite Voix ouvrière, dont est issue LO, se contentait de revendiquer la fin de la guerre en disant qu'elle coûtait cher aux ouvriers français.

Nous pouvons nous battre pour défendre notre niveau de vie. C'est seulement si nous nous laissons appauvrir que Mollet pourra continuer la guerre. C'est notre seul moyen de pression, mais c'est aussi le plus efficace : refuser de faire les frais de la guerre, refuser de payer. (Voix ouvrière, 24 avril 1957)

Jusqu'à fin 1958, VO ne se prononçait même pas pour l'indépendance.

L'État bourgeois sert d'abord à réprimer les exploités et les opprimés

La police parisienne qui a une longue tradition de répression et de racisme (incluant la chasse aux Juifs au compte du 3^e Reich) est dans son rôle lorsque, durant toute la guerre coloniale en Algérie, elle effectue des perquisitions, interpelle au faciès et fiche les Algériens. Elle est dans son rôle lorsqu'elle exécute froidement, au moment de la dispersion, six travailleurs du MTLD (un autre mouvement nationaliste) qui défilaient derrière les organisations françaises, lors d'une manifestation appelée par le Mouvement de la paix, le 14 juillet 1953.

La responsabilité du préfet Papon, du premier ministre Michel Debré, du ministre de la justice Roger Frey qui ont autorisé les massacres en assurant, par avance, les policiers de l'impunité totale, est évidente. Ils ont agi en adjoints de De Gaulle, pour servir les intérêts généraux du capitalisme français.

Papon reste à la préfecture de police de Paris jusqu'en 1967, ce qui prouve que le massacre des 300 ouvriers n'est pas une bavure personnelle.

Une armée et une police racistes et anti-ouvrières ne cantonnent pas la violence aux travailleurs arabes. En octobre 1948, 50 000 soldats et 10 000 policiers sont envoyés par la 4^e République briser la grève des mineurs : 3 ouvriers sont assassinés, 2 meurent en prison. En août 1955, la police réprime la grève du bâtiment de Nantes : 1 ouvrier est tué. En février 1962, la police, sous l'autorité de Papon et du général de Gaulle, réprime violemment les manifestations appelées conjointement par le PCF et la CGT : 6 morts au métro Charonne. La technique des « comités d'accueil », la haie de policiers matraquant les manifestants arrêtés, sera reproduite sept ans après en mai 1968.

Aujourd'hui, Mélenchon (LFI) et Roussel (PCF) prônent le « *produire français* », l'utopique repli national. Comme Hidalgo (PS), ils se gardent de défendre le droit des travailleurs paupérisés par l'impérialisme mondial à s'installer où ils veulent. Systématiquement le PS, le PCF, LFI, parfois LO, réclament davantage de moyens pour la police, découragent l'autodéfense des travailleurs et préparent la répression anti-ouvrière de demain.

La police n'est rien d'autre que « *cette force spéciale armée et séparée du reste de la population* » comme disait Lénine, destinée à maintenir en place l'ordre bourgeois, c'est-à-dire le pouvoir de la classe capitaliste sur le prolétariat. L'armée française qui intervient aujourd'hui en Afrique n'est que l'instrument de l'impérialisme français qui cherche à y maintenir ses positions.

Pour en finir avec la misère dans laquelle vit la majorité de la population mondiale, pour arrêter l'exploitation des masses ouvrières et paysannes, pour liquider le colonialisme et les interventions militaires impérialistes, pour éradiquer le racisme, la xénophobie, il n'y a pas d'autre solution que d'unir les travailleurs de tous les pays pour renverser le mode de production capitaliste qui en est responsable. Il est nécessaire d'en finir avec le capital, son appareil d'État, sa police, son armée et son appareil judiciaire.

Le Groupe marxiste internationaliste salue la mémoire des ouvriers algériens assassinés le 17 octobre 1961 par l'État bourgeois français dont ils veulent hâter la chute, en combattant pour construire le parti mondial de la révolution socialiste et dissoudre la police française par les milices ouvrières.

17 octobre 2021

Paulette Péju, *Ratonnades à Paris*, Maspero, 1961

Jean-Luc Einaudi, *La Bataille de Paris*, Seuil, 1991

Fabrice Riceputi, *Ici on noya les Algériens*, Le passager clandestin, 2015

Emmanuel Blanchard, *Histoire de l'immigration algérienne en France*, La Découverte, 2018

Jim House & Neil MacMaster, *Paris 1961*, Gallimard, 2021

Luxemburg,
Lénine, Trotsky
Armer le peuple

Marx



La guerre civile
en France

1871

Cahier
révolution
communiste
n° 2 & 25

Tunisie : il n'est pas de sauveur suprême

« Le peuple veut »

C'est avec ce slogan que Kaïs Saïed avait remporté en 2019 l'élection présidentielle et c'est avec le même slogan qu'il s'est arrogé tous les pouvoirs le 25 juillet 2021, limogeant le gouvernement et dispersant l'Assemblée nationale dont les membres ont perdu leur immunité.

« Le peuple » n'a décidé de rien. En deux ans de présidence, Saïed n'a pris aucune mesure visant à satisfaire les revendications ouvrières, a laissé flamber l'épidémie de Covid dans un pays où le système de santé est dévasté, a courtisé le FMI comme l'ont fait ses prédécesseurs. Mais il a réussi à s'abstraire de toute responsabilité dans la situation catastrophique que vit la population laborieuse en accusant les partis au gouvernement et au parlement, en commençant par Ennahda. Et comme leur discrédit est en effet immense, qu'ils ont montré leur corruption, leur incurie, leur appartenance indéfectible à la société de classes, la manoeuvre de Saïed a pour l'heure fonctionné. Une majorité de Tunisiens a cru que le président mettait un coup de pied dans la fourmilière, qu'il se débarrassait des entraves à la réalisation de leurs attentes.

L'armée soutient le putsch

Chouchoutée par Saïed, qui n'a cessé de se montrer dans les casernes depuis son élection, qui a confié aux services de santé militaire la gestion d'un hôpital flambant neuf à Sfax (construit par une entreprise chinoise), qui a multiplié les déclarations nationalistes auxquelles les oreilles kaki sont toujours sensibles, l'armée a dépêché ses hauts gradés autour de Saïed lors de l'annonce de sa prise des pleins pouvoirs. En même temps, un char et des soldats empêchaient l'accès au parlement, des unités de l'armée étaient déployées au siège du gouvernement à la Kasbah et devant des institutions clés de l'État. Dans la foulée, le président a nommé un officier à la tête d'une cellule interministérielle de lutte contre le Covid-19. Et parmi les premiers députés arrêtés figure un élu condamné en 2018 par un tribunal militaire pour avoir critiqué l'armée. Le 10 novembre, Amnesty International dénonce le nombre « *croissant de civils (qui font) face à des poursuites devant des tribunaux militaires* », soulignant qu'en seulement trois mois, « *la justice militaire a lancé des enquêtes ou jugé au moins 10 civils* ».

Ce n'est pas avec « le peuple » que Kaïs Saïed a arrêté le scénario du putsch, mais plutôt avec le maréchal Al-Sissi qui l'a reçu en grande pompe au Caire en avril. Lui qui a renversé (juillet 2013) l'ex-président Morsi, issu des Frères musulmans (comme Ennahda), a dû lui prodiguer de précieux conseils.

La direction de l'UGTT aussi

L'Union générale tunisienne du travail a estimé que la démarche était constitutionnelle, mais alerte sur les délais impartis à Kaïs Saïed pour établir sa feuille de route

et élaborer les changements qu'il prévoit. La centrale ouvrière insiste sur la préservation des droits et des libertés. (Jeune Afrique, 26 juillet 2021)

Sous la présidence Saïed, les manifestations de colère dans les quartiers et les régions les plus pauvres ont été durement réprimées en particulier au mois de janvier et février 2021, des milliers d'arrestations ont eu lieu, les grèves ont été dénoncées comme ruinant le pays par ceux-là mêmes qui remplissaient leurs poches. Le prix de l'eau, de l'électricité et des denrées alimentaires, les loyers ont continué de flamber (inflation à 6 %). Le chômage perdure, touchant 18 % de la population (taux d'emploi à moins de 40 %). Et les bureaucrates syndicaux attendent de Saïed « *des changements* » ! Quant aux « *délais impartis* », le raïs les a explosés : la fermeture du parlement pour trente jours est prolongée sine die, une « *réforme constitutionnelle soumise à référendum* » élaborée par le chef de l'État et un « *comité d'experts* » est annoncée sans calendrier de réalisation, le gouvernement à la botte de Saïed a été présenté deux mois et demi après son coup de force. Mais la direction confédérale renouvelle son allégeance.

La cheffe du gouvernement Nejla Bouden a reçu hier au Palais de la Kasbah le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) Noureddine Taboubi et le ministre des affaires sociales Malek Zahi. Le secrétaire général de la centrale syndicale a félicité Nejla Bouden et lui a souhaité plein succès. (Tunisie numérique, 25 octobre 2021)

À plusieurs reprises depuis juillet, les dirigeants de l'UGTT ont proposé leurs services au chef de l'État pour que se tienne une négociation nationale, associant également les partis qui ont soutenu l'état d'exception (El Chaab, PDL). Malgré leur docilité, ils ont essuyé une fin de non-recevoir et l'assurance du profond mépris du maître.

Tout en se prononçant au plan politique pour un front populaire de « tous les opposants démocratiques », le Parti des travailleurs couvre totalement la bureaucratie de l'UGTT.

Le rôle du syndicat n'est pas de conseiller la présidence de la république, ni de cacher aux masses que le pouvoir autocratique ne peut leur préparer que des mauvais coups : rupture avec Saïed et son gouvernement !

La population laborieuse ne renonce pas

Depuis l'été, des grèves ont été menées dans les banques, les transports publics, les télécoms, chez les précaires de l'Éducation nationale, essentiellement

pour exiger des augmentations de salaires. Sur la même revendication, le 25 octobre dans le gouvernorat de Sfax (principale ville industrielle), les travailleurs du secteur privé de 170 entreprises, ont massivement répondu à l'appel à une grève de 24 heures lancé par l'UGTT. Face aux grévistes réunis devant le siège du gouvernorat, le secrétaire général adjoint de l'UGTT, Hfaïedh, a affirmé :

Les grèves qui ont commencé aujourd'hui à Sfax seront généralisées dans le reste des gouvernorats, au cas où l'on ne parviendrait pas à un dialogue social, débouchant sur des majorations salariales, et si la politique d'atavisme, en prenant pour prétexte les difficultés des entreprises du secteur privé, se poursuivait de la part de l'UTICA. (gnet new)

Les patrons regroupés dans l'UTICA ont, sans surprise, répliqué le lendemain que « l'heure n'était pas aux augmentations et aux privilèges ». Un mois a passé depuis. Seule la misère s'est généralisée...

L'absence de services publics de qualité est aussi une cause de grande difficultés dans la vie quotidienne en Tunisie. Hôpitaux déshérités, surtout dans le centre et le sud du pays, routes mal entretenues, réseaux de transport en commun insuffisants, ramassage et traitement des ordures ménagères défectueux. La majorité des 2,5 millions de tonnes d'ordures collectées chaque année sont enfouies dans des décharges, sans être traitées ni incinérées, les autres sont stockées à ciel ouvert, et une quantité infime est recyclée. Dans la ville d'Agareb (près de Sfax), la mobilisation de la population avait obtenu la fermeture fin septembre d'une décharge à ciel ouvert, totalement saturée, initialement réservée aux déchets ménagers et dans laquelle étaient déversés des déchets industriels et médicaux.

« Deux ans après l'ouverture de la décharge, nous recensons déjà une hausse des allergies, des maladies respiratoires et fausses couches comme effet direct d'incendies d'ordures et de l'émission de gaz toxiques », explique à l'AFP le docteur Bassem Ben Ammar, installé à Agareb depuis plus de 20 ans, et qui constate aussi une forte hausse des cas de cancer. (Orange Actualités, 12 novembre 2021)

Les municipalités de l'agglomération ont refusé par la suite de collecter les déchets, estimant que l'État n'avait pas trouvé de solution viable. Le 8 novembre, les autorités ont rouvert la décharge. La population ne l'a pas accepté, elle a massivement protesté et s'est retrouvée face à la police qui a tiré des grenades lacrymogènes. Un manifestant a été tué, des dizaines ont été arrêtés.

Le 10 novembre, une grève générale très suivie, public et privé, a dénoncé cette répression. Des milliers de personnes ont aussi participé à une marche de 6 km pour protester contre les violences policières et exiger la ferme-

ture de la décharge qu'elles n'ont pu atteindre, les flics faisant de nouveau usage de gaz lacrymogène.

Recevant une délégation une semaine après, Saïed lui a fait la leçon sur « l'importance de la prise de conscience des dangers auxquels est confronté le pays » et « mettant en garde contre toute tentative d'envenimer la situation ».

Avril 2019 : un homme, répète aux habitants d'Agareb venus l'écouter dans un café qu'ils doivent se battre pour leurs droits. Il évoque l'article 45 de la Constitution : « L'État garantit le droit à un environnement sain et équilibré et contribue à la protection du milieu. Il incombe à l'État de fournir les moyens nécessaires à l'élimination de la pollution de l'environnement ». L'homme est Kaïs Saïed. (Le Figaro International, 22 novembre 2021)

Front unique ouvrier pour se défendre

La situation économique, sociale, sanitaire est catastrophique. Sans réquisition des cliniques privées, sans gestion par les personnels soignants des stocks de vaccins et de médicaments, sans imposer par la grève générale l'augmentation des salaires, le contrôle des prix, le non-paiement de la dette, l'embauche de toutes celles et ceux qui veulent travailler, les conditions de vie des travailleurs et de leur famille se dégraderaient encore. Il faut oeuvrer à la formation d'un front des organisations syndicales, politiques, associatives qui s'opposent à Saïed et ne mélangent pas leur drapeau avec Ennahda et les nostalgiques de Ben Ali.

C'est la voie de la révolution sociale, de l'expropriation des capitalistes tunisiens et étrangers, de l'organisation planifiée de la satisfaction des immenses besoins de ceux qui produisent toutes les richesses, qui font fonctionner tous les services, qui ont chassé Ben Ali et chasseront Saïed. Il faut organiser les militants, travailleurs, jeunes qui entendent mener ce combat en s'appuyant sur le marxisme. Les organisations du Collectif révolution permanente sont prêtes à y contribuer.

29 novembre 2021



Espagne : le gouvernement PSOE-IU-Podemos à l'oeuvre



Le gouvernement de Pedro Sánchez, un gouvernement de coalition entre le PSOE, Izquierda Unida (dont deux ministres du PCE, une première depuis la fin de la guerre civile en 1939) et Podemos, est un gouvernement bourgeois, bien que sans membre de partis bourgeois.

Après avoir été l'un des pays d'Europe ayant connu la plus forte baisse du PIB en 2020,

la dynamique économique de ces derniers mois est celle d'une reprise significative de la croissance, mais plombée par d'importants problèmes de chaînes d'approvisionnement et une inflation galopante des prix du gaz et de l'électricité.

La Banque d'Espagne estime que plus d'un tiers des entreprises éprouvent des problèmes d'approvisionnement, non seulement pour les puces électroniques, mais aussi pour les pièces métalliques et les matières plastiques. Toutes les entreprises de construction automobile connaissent des arrêts intermittents. Ces dernières semaines, le secteur de la construction civile a également subi de graves problèmes d'approvisionnement. De plus, de nombreuses entreprises grandes consommatrices d'électricité, à commencer par les industries des engrais agricoles et de la sidérurgie, ont annoncé des fermetures pour plusieurs semaines, car elles ne peuvent pas faire face à une augmentation du prix de l'électricité de plus de 400 % en quelques mois.

Réformes du travail, salaire minimum, subventions, migrants, emploi, retraites

L'amélioration statistique de l'emploi n'a pas signifié une amélioration de la vie des masses laborieuses.

Il y a trois millions et demi de chômeurs et seulement deux millions d'entre eux reçoivent des allocations. Les emplois de qualité dans l'industrie et les services, dont des dizaines de milliers dans le secteur bancaire, sont régulièrement détruits. Ces emplois perdus sont remplacés par des contrats de plus en plus précaires.

Le pouvoir d'achat des salaires et des pensions diminue de jour en jour, l'inflation moyenne atteignant déjà 4 % en septembre. Mais ce chiffre ne reflète pas le fait que les loyers ont augmenté de 40 % au cours des cinq dernières années. Et que le prix de l'électricité domestique a augmenté de 45 % en neuf mois et ne cessera pas de monter dans un avenir proche. La pauvreté et l'insécurité ali-

mentaire n'ont pas reculé. Les logements surpeuplés et les expulsions de familles sont en augmentation.

En deux ans d'existence, le gouvernement de Pedro Sánchez n'a pas abrogé, comme il l'avait promis, les réformes du travail qui ont réduit les droits des travailleurs et instauré une précarité généralisée. L'engagement d'augmenter le salaire minimum est resté à un montant si ridicule pour 2022 (15 euros par mois) que même les bureaucraties syndicales soumises de l'UGT et des CO ont honte.

Le « produit vedette » de Podemos, le « revenu minimum vital », s'est avéré être plus faible et plus restrictif que les instruments de protection sociale déjà en place dans de nombreuses communautés autonomes.

Les migrants, y compris les mineurs, continuent d'être traités comme des criminels et renvoyés au Maroc.

En outre, le gouvernement - qui se dit « *le plus progressiste de l'histoire* » - prépare une nouvelle attaque contre le système public de retraite. Le projet de loi propose d'augmenter encore l'âge de la retraite (actuellement de 67 ans, il menace de le porter à 70-75 ans). Il prévoit également de réduire les pensions réelles en punissant davantage les retraites anticipées. Il vise l'entrée des fonds de capitalisation dans le système actuel de répartition. Il ouvre activement la voie au vieux rêve de la bourgeoisie de démanteler le système public de retraite afin d'ouvrir un immense champ d'activité aux banques privées.

Le conflit avec la Catalogne

Il n'y a pas eu non plus de progrès significatifs vers une solution démocratique au conflit avec la Catalogne : Sánchez maintient la persécution policière du président en exil, Carles Puigdemont, et s'est limité à gracier partiellement et conditionnellement neuf prisonniers parmi les plus connus. Mais plus de 3 000 militants catalans, qui ont été entraînés dans la fausse proclamation de la république catalane, ont été laissés à la merci du système judiciaire espagnol, de ses lois répressives et de ses juges réactionnaires.

La paix institutionnelle actuelle entre les gouvernements espagnol et catalan n'est pas due à l'action du gouvernement de Pedro Sánchez, mais à la capacité du gouvernement catalan à ramper, main dans la main avec les deux partis représentant les différentes fractions de la bourgeoisie catalane.

Prix de l'électricité et oligopole de l'énergie

Chaque jour ou presque, le prix de l'électricité atteint des sommets, s'ajoutant aux effets de la hausse des prix

du logement et des denrées alimentaires. Au cours des neuf premiers mois de l'année, la facture d'électricité des ménages a augmenté de 45 % malgré la réduction temporaire de la TVA.

Jusqu'en septembre, alors que les familles de travailleurs étaient les plus touchées, le gouvernement s'est limité à dire qu'il s'agissait d'un problème à très court terme, à demander de « *l'empathie* » (sic) de la part des entreprises de distribution ou, déjà en juin, à réduire temporairement la TVA sur la facture.

L'explication officielle du triopole Endesa-Iberdrola-Naturgy, ouvertement assumée par le gouvernement PSOE-IU-Pod, est l'augmentation internationale du prix du gaz et avec lui des droits d'émission de CO₂ (qui n'est rien d'autre qu'une taxe européenne), en raison de la reprise économique. Il n'y a pas de pire mensonge qu'une demi-vérité. S'il est vrai qu'il s'agit d'un phénomène mondial, l'écheveau des tarifs dits marginaux, conçus par les entreprises elles-mêmes, s'est progressivement défilé.

Ces tarifs imposent au consommateur le prix du mode de production le plus coûteux, aujourd'hui le gaz. Comme 27 % seulement de l'électricité produite provient du gaz, l'électricité produite par d'autres moyens moins coûteux (73 % du total) génère des bénéfices extraordinaires au même rythme que le gaz devient plus cher. Il importe peu que des millions de ménages soient poussés vers la pauvreté énergétique et que des entreprises soient ruinées.

L'oligopole n'est pas prêt à abandonner l'opportunité d'un seul euro de profit. Au milieu de l'été et pendant la saison sèche, les groupes de l'énergie vident les retenues d'eau - secrètement et en toute impunité - pour exploiter davantage la différence entre le coût de production hydroélectrique bon marché et le prix de vente élevé. À chaque velléité du gouvernement de contrôler leurs revenus, les compagnies d'électricité répondent avec une telle arrogance qu'elles ont même menacé d'arrêter les centrales nucléaires !

Podemos, flanc-garde du gouvernement

Pendant ce temps, Podemos a joué le rôle de flanc gauche du gouvernement avec sa proposition « *star* » de création d'une entreprise publique pour concurrencer les entreprises privées. Un simple rideau de fumée petit-bourgeois, qui demanderait du temps et beaucoup d'argent public et qui sert à habituer ses adeptes à respecter la propriété privée du grand capital et son droit sacré au profit. Ce parti et le réformisme indépendantiste basque ou catalan (Bildu, CUP) se sont limités à appeler les masses à éteindre quelques minutes les lumières dans les maisons. Ils ne proposent jamais d'exproprier les entreprises et de les mettre au service des besoins de la société dans son ensemble. Rien de nouveau à at-

tendre d'eux. Les confédérations syndicales, quant à elles, pleurnichent de temps à autre dans les médias, suppliant le gouvernement de « contrôler les prix ». Rien de nouveau, non plus.

Enfin, le « plan choc » négocié avec Podemos pour l'approbation du budget vise à limiter pour quelques mois et partiellement (en laissant 10 % intacts) les milliards de bénéfices extraordinaires générés par les tarifs marginaux grâce au prix international élevé du gaz. Mais il ne s'agit que d'une simple rétention, car le plan approuvé par le gouvernement garantit aux compagnies d'électricité qu'elles récupéreront plus tard ces bénéfices non engrangés aujourd'hui.

La classe ouvrière existe et doit se battre

Après la stupeur et les limites des mois les plus durs de la pandémie, la classe ouvrière commence à reprendre son élan dans ses luttes, presque toujours défensives. Outre les grandes mobilisations récurrentes pour la défense du système de retraite, les grèves se multiplient dans le secteur de la santé, le métro, les chemins de fer, les pompiers forestiers et les métallurgistes.

Parmi elles, il convient de mentionner la grève à Tubacex, au Pays basque, qui a duré 236 jours et a obtenu la réintégration des 129 travailleurs licenciés. Il s'agit d'un fait très important et d'une preuve supplémentaire que la lutte, la démocratie des travailleurs et l'unité peuvent gagner.

Les travailleurs ne peuvent attendre aucune solution réelle à leurs problèmes et besoins de la part du gouvernement actuel, qui est réformiste sans véritables réformes.

L'IKC considère qu'afin d'exercer efficacement la lutte, classe contre classe, un front commun de la classe ouvrière et du reste des travailleurs pour les revendications élémentaires suivantes est nécessaire :

- la défense des emplois de qualité contre la précarisation,
- la réduction du temps de travail jusqu'à l'élimination du chômage,
- l'ajustement des salaires et des pensions face à la perte du pouvoir d'achat,
- le gel des loyers au niveau le plus bas avant les deux bulles immobilières,
- le gel des prix de l'électricité au niveau de 2019 ou avant,
- la défense des soins de santé, du système public de retraite et de l'enseignement public,
- la régularisation des travailleurs migrants.

17 octobre 2021

Internaciema Kolektivista Cirklo

Autriche : crise du gouvernement ÖVP-Grünen



Avec les perquisitions ordonnées par le parquet anticorruption autrichien au siège de l'ÖVP [Parti populaire autrichien, chrétien-démocrate], à la chancellerie fédérale, au ministère des finances et au domicile des proches de Kurz le 6 octobre 2021, le gouvernement vert-turquoise [entre Die Grünen, Verts, parti écologiste et ÖVP] connaît aujourd'hui une crise sans précédent.

Il y a longtemps que le Gruppe KlassenKampf [Groupe Lutte de classe, CoReP] a mis en garde les salariés contre le jeu des « experts politiques » bourgeois et sociaux-démocrates, des porte-parole des partis et des médias. Leur politique n'a jamais suivi les règles du code pénal. Chaque cas de corruption, patronage ou utilisation d'argent public est désormais visé par une vaste enquête. Généralement, les coupables de telles malversations s'en sortent en toute impunité, au motif qu'ils n'ont jamais donné d'ordre écrit, leur responsabilité ne pouvant dès lors être engagée ni démontrée. Récemment, nous avons d'ailleurs publié dans notre journal *KlassenKampf* et sur notre site Internet un article sur Sebastian Kurz intitulé « La corruption fait partie du système ».

Ce qui est intéressant dans les 104 pages qui justifient d'un mandat de perquisition, ce n'est pas la liste des accusations pertinentes du point de vue pénal - manipulation des instituts de sondage, financement illégal de publicités dans les tabloïds du groupe Felner, falsification des résultats d'enquêtes, etc. - mais bien le tableau d'ensemble et la conclusion des procureurs : toute l'enquête tourne autour de Sebastian Kurz lui-même [président de l'ÖVP depuis 2017 et chancelier fédéral, l'équivalent de Premier ministre, de 2017 à 2019 et de 2020 à 2021], toutes les infractions ont été avant tout commises dans son propre intérêt.

Les faits sont là depuis des années : la résistible ascension de Kurz a commencé bien avant le putsch interne de l'ÖVP, conduisant en mai 2017 à la démission (forcée) de Reinhold Mitterlehner, président du parti et vice-chancelier de la grande coalition. C'est alors la voie royale pour Kurz et sa bande. L'objectif de cette faction secrète réactionnaire, unie dans son combat contre le socialisme au sens large du terme, ne visait pas uniquement le contrôle de l'ÖVP, mais bien celui de l'État tout entier.

Tous les moyens étaient dédiés à cet objectif, à savoir sondages truqués, mensonges éhontés à la population, recherche éperdue de financements.

Ensuite, une fois que les partenaires sociaux-démocrates [Sozialdemokratische Partei Österreichs, Parti social-démocrate d'Autriche, SPÖ] ont été évincés du gouvernement de coalition en 2017, a eu lieu une campagne électorale de l'ÖVP, dont le plafond légal a été allègrement et délibérément dépassé (environ 6 millions d'euros, soit le double du montant autorisé). Une campagne tout sauf équitable, manipulée par de faux sondages, d'articles de presse élogieux dans les tabloïds à la solde de Kurz et escamotées par nombre d'émissions de télévision. Une « victoire électorale » que l'on qualifierait aisément de « fraude électorale » dans d'autres États bourgeois.

[De 2017 à 2019], lors de la coalition turquoise-bleue entre ÖVP et FPÖ [Parti de la liberté d'Autriche, fascisant], il s'agissait de restructurer la démocratie parlementaire bourgeoise, comme on l'appelait autrefois. Le ministre FPÖ de l'intérieur Herbert Kickl, grand gourou aujourd'hui des anti-vaccin, avait le champ libre pour harceler et tenter de chasser les migrants et migrantes ; la sécurité sociale tomba entre les mains des capitalistes. Un certain monsieur Blümel [ministre des finances ÖVP] n'hésitait pas à se promener dans les rangées du Conseil national [équivalent de l'Assemblée nationale] en chaussettes turquoise alors que monsieur Kurz [ÖVP] préférait jouer sur son téléphone portable au moment des questions parlementaires, imité par son vice-chancelier Strache [FPÖ].

Lorsque le scandale éclata en 2019 [en mai, la presse allemande diffusa une vidéo, tournée en 2017 à Ibiza, où le vice-chancelier autrichien Heinz-Christian Strache se montrait prêt, entre autres, à offrir à un oligarque russe des marchés publics autrichiens en échange d'un soutien financier], la coalition avec le FPÖ s'effondra, sous le regard indigné du grand moraliste ÖVP. Les cartes furent rebattues. Dès lors, la priorité était de remettre le ministère de l'intérieur et donc l'exécutif sous contrôle du parti du chancelier. Karl Nehammer, un ex-lieutenant de l'armée, plus grand par la taille et visiblement plus cultivé que son prédécesseur, remplaça Kickl.

Dans le genre bourde monumentale dans l'histoire récente autrichienne, Kurz et compagnie formèrent en 2019 une alliance de gouvernement inédite avec les Grünen. Composé d'un socle de petit-bourgeois dès sa naissance, le parti écologiste s'était séparé depuis longtemps des défenseurs radicaux de l'environnement de ses débuts pour adopter la forme d'un parti de bobos

des villes. Il s'est donc laissé amadouer par l'obtention de quelques postes ministériels [en particulier, le porte-parole des Grünen Werner Kogler est devenu vice-chancelier] et de vagues promesses d'une politique « plus écologique ». On peut imaginer comment messieurs Kurz, Bonelli, Schmid et Fleischmann [ÖVP] se sont assis à la table du gouvernement en se tapant sur les cuisses de rire.

Comment le SPÖ a-t-il pu rester les bras croisés ? Pourquoi ne pas mener pour de bon une véritable politique d'opposition dans le cadre du système bourgeois existant ? Car pendant des décennies, il s'est lui-même fait l'avocat des alliances avec le principal parti de la classe dirigeante autrichienne [ÖVP] sous la forme d'un « partenariat social ». Celui qui pense en termes de voix et d'alliances électorales oublie le combat. Il ne sera jamais question des salariés, des opprimés, des jeunes ou autres. Si seuls les bulletins comptent, les intérêts et les besoins fondamentaux sont mis au rebut. La seule différence réside alors dans les méthodes avec lesquelles la politique est menée.

Ceux qui aujourd'hui exigent la démission de Kurz ou de l'ensemble du gouvernement au seul motif de « corruption » ont la faiblesse de croire que le système capitaliste peut encore trouver un salut moral. Dans leur désespoir, les milieux bourgeois travaillent déjà à de nouvelles « solutions », une catastrophe aussi bien

pour les travailleurs ayant un emploi que pour les chômeurs. En proposant une « coalition à quatre » composée de NEOS [Nouvelle Autriche et forum libéral, parti libéral] des Grünen, du SPÖ et du FPÖ, Beate Meinl-Reisinger, présidente de NEOS, a suscité un vif intérêt au sein des autres partis. C'est bien le signe que tous les voyants sont au rouge et que la sonnette d'alarme est tirée avec insistance.

Oui, ce gouvernement doit tomber, mais à cause de ses politiques antiouvrières et antisociales. À cause du plan de réforme fiscale, voué à une redistribution vers le haut. À cause de leur ignorance et mépris des besoins vitaux des travailleurs : moins d'argent pour les hôpitaux, aucune action contre la crise des infirmiers et infirmières. À cause de leur imagination pour trouver des moyens encore plus efficaces pour humilier et maltraiter les demandeurs d'emploi.

Dehors, Kurz et Kogler !

SPÖ, ÖGB [Confédération autrichienne des syndicats], rompez avec les capitalistes ! Pour un gouvernement responsable des intérêts des travailleurs et non des capitalistes et des professionnels du tourisme !

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme !

7 octobre 2021, Gruppe KlassenKampf



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

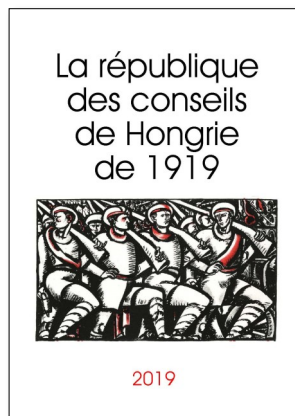
Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....



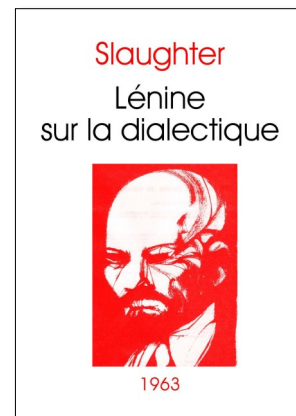
Cahier révolution communiste n° 24



Cahier révolution communiste n° 27



Cahier révolution communiste n° 28



Cahier révolution communiste n° 29

100 ans après la fondation du Parti communiste chinois (2)

En Chine, le parti unique qui garde le nom de communiste vient de ratifier une vision aussi grotesque qu'officielle de sa propre histoire.

Depuis sa fondation en 1921, le Parti communiste chinois (PCC) ne s'est jamais écarté de son engagement initial et de sa noble mission : oeuvrer au bonheur du peuple chinois et au renouveau de la nation chinoise. (PCC, Résolution sur les réalisations majeures et le bilan historique des cent années de lutte du Parti, 11 novembre 2021)

Le but du Parti communiste chinois, section de l'Internationale communiste, fondé par Chen Duxiu (1879-1942) et Li Dazhao (1889-1927) était de libérer la Chine de l'exploitation par le moyen d'une révolution dont la force motrice serait les travailleurs des villes et des campagnes, de l'inscrire dans la construction du socialisme mondial.

Notre parti, en adoptant la forme du soviét, organise les ouvriers et les soldats de l'industrie et de l'agriculture, propage le communisme et reconnaît la révolution sociale comme politique principale. (PCC, Programme, 30 juillet 1921)

Mais en URSS, l'influence grandissante de la bureaucratie étatique au sein de l'État ouvrier, du Parti communiste russe et de l'IC conduisit le jeune PCC à se subordonner au parti de la bourgeoisie nationaliste, le Guomindang (GMD) et même à s'y rallier [voir *Révolution communiste* n° 46, octobre 2021].

1925 : l'IC interdit au PCC de prendre la tête de la révolution

Le 4^e congrès du PCC se tient du 11 au 22 janvier 1925, 20 délégués représentent 996 militants.



Mikhaïl Borodine (1884-1951), envoyé du Parti communiste de l'URSS

Ni Qu Qiubai ni Mao Zedong, les deux plus engagés dans le Guomindang, ne sont là. (Pierre Broué, Histoire de l'Internationale communiste, Fayard, 1997, p. 429)

Chen Duxiu, épaulé par des cadres revenus de Moscou, notamment Peng Shuzhi, fait son possible pour prévenir des dangers de l'entrisme, de l'adaptation au GMD. Mao Zedong (Mao Tsé-toung, 1893-1976) n'est pas réélu au comité central. Mais ces résolutions sont étouffées par le représentant de l'IC Borodine (1884-1951).

On a défendu la nécessité pour le PCC d'entrer dans le Guomindang en assurant que ce dernier était un parti des ouvriers et des paysans... Comprendons 1) l'impossibilité d'un parti biclassiste, d'un parti de deux classes exprimant simultanément deux lignes historiques qui s'excluent mutuellement, celle du prolétariat et celle de la petite bourgeoisie ; 2) l'impossibilité dans la société capitaliste d'un parti paysan jouant un rôle indépendant, exprimant les intérêts de la paysannerie tout en restant indépendant du prolétariat et de la bourgeoisie. (Lev Trotsky, « Critique du programme de l'IC », juillet 1928, L'Internationale communiste après Lénine, t. 2, PUF, 1969, p. 347-348))

En avril 1925, en URSS, Staline (1878-1953) se heurte à Zinoviev (1883-1936) et Kamenev (1883-1936), inquiets de la montée des paysans riches et des capitalistes commerciaux ainsi que du despotisme du secrétaire général. Désormais à la tête du PC et de l'État ouvrier dégénéré, les représentants politiques de la bureaucratie ne misent plus sur la révolution mondiale mais cherchent désespérément des alliés à l'étranger pour pouvoir jouir en paix de leurs privilèges sans être inquiétés par les puissances impérialistes.

Figurent parmi leurs espoirs d'alliés la direction de la confédération syndicale britannique (TUC) et le parti de la bourgeoisie nationaliste chinoise (GMD). Pour camoufler leur néo-menchevisme et leur capitulation, Staline et Boukharine (1888-1938) baptisent « partis ouvriers et paysans » toutes sortes de partis nationalistes bourgeois (APRA du Pérou, Destour de Tunisie, VNQDD d'Indochine, GMD de Chine...).

Les communistes doivent passer de la politique du front unique national à celle du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie. Dans de tels pays, ce bloc peut prendre la forme d'un parti unique, parti ouvrier et paysan, dans le genre du Guomindang. (Iossif Staline, « Discours à l'Université des peuples d'Orient », 18 mai 1925, cité par Trotsky, L'Internationale communiste après Lénine, t. 2, PUF, 1969, p. 346)

La révolution éclate le 30 mai 1925.

À Shanghai, un contremaître japonais avait tué d'un coup de revolver un ouvrier chinois, aggravant le ressentiment et la colère des masses en train de prendre conscience. Un défilé de protestation fut organisé à Shanghai, auquel participèrent des ouvriers et des étudiants. Plusieurs d'entre eux furent arrêtés et les manifestants se dirigèrent vers le commissariat de police pour demander la libération de leurs camarades. Un officier britannique pris de panique donna l'ordre de tirer. Douze étudiants furent tués. C'est l'après-midi du 30 mai. L'effet fut foudroyant et violent. Shanghai, la grande place forte étrangère avec ses banques et ses usines occidentales, ses concessions, fut paralysée par la grève générale... À Canton, les marins chinois employés par des compagnies maritimes britanniques débarquèrent le 18 juin et, trois jours plus tard, étaient rejoints par la quasi-totalité des ouvriers chinois employés par des compagnies étrangères de Hongkong et de Shameen, la concession étrangère de Canton. Le 23 juin, des étudiants, des ouvriers et des élèves officiers défilèrent dans les rues de Canton. Comme ils traversaient le pont Sha-keelu, les mitrailleuses françaises et britanniques ouvrirent le feu sur les manifestants depuis la concession, sur l'autre rive du canal. Cinquante-deux étudiants furent tués et cent dix-sept blessés. La grève générale et un boycott des marchandises britanniques furent immédiatement déclarés. Hongkong, la forteresse de la Grande-Bretagne était complètement paralysée... Plus de deux cent cinquante mille ouvriers abandonnèrent l'industrie et le commerce de Hongkong et de Shameen. À Canton, les ouvriers réquisitionnèrent les fumeries d'opium et les tripots pour les transformer en dortoirs et en cantines. Des piquets de grèves furent institués, formant une armée permanente de deux mille hommes. (Harold Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise*, 1938-1961, Gallimard, 1967, p. 97)

Faute d'impulsion du parti prolétarien, le comité de grève et les milices armées des ouvriers et paysans ne posent pas la question d'un gouvernement ouvrier et paysan ni de la création de soviets alors qu'ils en sont les embryons. Au cours de l'année, le PCC voit ses effectifs croître jusqu'à 7 500. Les syndicats se multiplient ; la grève de Canton fait des petits.

Dans le camp des capitalistes et des propriétaires fonciers, on sent le danger. Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek, 1887-1975), devenu général en chef du Guomindang, use du prestige de la révolution russe pour s'attaquer au PCC.

C'est dans la nuit du 19 au 20 mars 1926 à Canton que le général déclenche son opération militaro-

*policière. Prenant prétexte de l'attitude prétendument hostile de la canonnière Chungshan, qui est venue jeter l'ancre à Whampoa, il lance ses troupes sur un certain nombre d'hommes et de lieux précis. D'abord sont arrêtés une cinquantaine de commissaires politiques de ses propres unités, en majorité communistes. Le quartier général du comité de grève de Canton-Hongkong est perquisitionné - « razzia » dit un historien. Les armes sont saisies... Bien des observateurs de l'époque ont été ahuris de l'absence de résistance tant de la part des politiques que de celle des masses, qui avaient tant effrayé ces mois derniers. C'est qu'ils ne comprenaient pas que les travailleurs considéraient réellement - à cause des assurances de leur parti et de leur Internationale - ce général et son armée comme leur général et leur armée. Le 15 mai, une séance plénière de l'exécutif du Guomindang, à laquelle les éléments de sa droite sont venus de toute la Chine, acceptait les conditions nouvelles dictées aux communistes par le général Jiang Jieshi. Ils se voyaient interdire « critiques et doutes » sur les principes de Sun Yat-sen. Le PC devait remettre la liste de tous ses membres également membres du Guomindang. (Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, Fayard, 1997, p. 432)*

Malgré l'avertissement, Jiang est invité en mai 1926 « comme un hôte d'honneur au troisième congrès national du travail » dirigé par le PCC. Le coup de Canton aurait dû alerter l'Internationale communiste.

1926 : Staline livre le prolétariat et le parti communiste au GMD

La presse soviétique cache le « coup de Canton ». Jiang devient le nouveau poulain de la clique bureaucratique de l'URSS. Chen tente d'affirmer l'autonomie du parti communiste, mais sans oser constituer une fraction.



1925, manifestation de travailleurs à Canton ou Hongkong

Chen Duxiu proposa (encore une fois) de mettre un terme à la stratégie du « bloc en dedans » et de réaffirmer l'indépendance du parti. Mais Staline insistait pour que le marché avec Jiang fut conclu. Dès lors, d'après la phrase sardonique de Borodine, le PCC était « destiné à jouer le rôle du coolie dans la révolution chinoise ». (Short, *Mao Tsé-Toung*, 1999, Fayard, 2005, p. 147)

En avril 1926, Trotsky (1879-1940) et Zinoviev forment l'Opposition unifiée (OU) qui représente l'aile du parti qui tente de s'appuyer sur les travailleurs contre le centre incarnant l'appareil étatique (Staline) et la droite favorable au marché (Boukharine). L'OU revendique un plan, l'industrialisation et la démocratie. Elle se heurte aux mêmes méthodes de voyous que l'Opposition de gauche en 1923-1924 et l'Opposition de Leningrad en 1925.

Soutenant que l'unification nationale passerait par l'armée du GMD, Staline impose le soutien de l'expédition du Nord censée unifier le pays. Au même moment, la répression s'abat à Canton. Le 29 juillet, la loi martiale y est proclamée par l'état-major du GMD. Des bandes fascistes, recrutées au sein de la mafia et nommées « Union centrale du travail », attaquent les organisations syndicales. Le 9 août, il est interdit aux ouvriers de porter des armes, de se réunir et de manifester. Le 10 octobre, à cause des concessions répétées de la direction du PCC au sein du GMD, la grève de 15 mois s'achève sans aucune compensation.

La fin de l'année 1926 est une fulgurante montée des contradictions de classes. À un pôle, la classe ouvrière urbaine et la paysannerie pauvre se lancent à l'assaut par des grèves, des occupations d'usines et des réquisitions de terres. Preuve de la poussée révolutionnaire, le PCC compte 30 000 militants fin 1926. De l'autre, la bourgeoisie, étrangère et chinoise, comprend que la seule issue est l'écrasement de la révolution. Jiang et son armée préparent la contre-révolution dans chaque nouvelle ville conquise par les masses qui se soulèvent, occupent le terrain, remettent le pouvoir au GMD. En octobre, Zinoviev est remplacé par Boukharine, sans congrès, de la présidence de l'Internationale communiste.

De son côté, le PCC n'appelle pas à la constitution de soviets ni à construire sa propre armée. Fin 1926, le comité exécutif (CE) de la Comintern adopte des thèses rédigées par Manabendra Roy (1887-1954) et Boukharine, qui se félicitent que « l'avance victorieuse des armées nationalistes éloigne la domination impérialiste » (« Thèses sur la situation en Chine », 30 novembre 1926, *La Question chinoise dans l'IC*, EDI, 1976, p. 65). La reconnaissance du gouvernement de Canton par les États-Unis est une simple « manœuvre diplomatique » (p. 86). La collaboration de classes reste justifiée.

Cela ne signifie pas que la bourgeoisie en tant que classe est totalement éliminée de la lutte pour l'indépendance nationale car, outre la petite et la moyenne bourgeoisie, même une certaine couche de la grande bourgeoisie peut un certain temps encore marcher avec la révolution. (p. 70)

La paysannerie, en mouvement depuis plusieurs mois doit arracher sa réforme agraire « sous l'autorité du gouvernement national du Guomindang ». Puisque « le parti ouvrier et paysan » disposerait d'un gouvernement, le parti communiste doit « pénétrer l'appareil du nouveau gouvernement » et donc « doit y entrer ». Il serait donc faux « d'abandonner le Guomindang ». Il n'est tenu aucun compte du coup de Canton ni de la répression de l'avant-garde dans les villes contrôlées par Jiang Jieshi.

Le Parti communiste chinois doit s'efforcer de faire du Guomindang un véritable parti du peuple. (« Thèses du 7^e comité exécutif de l'IC », 30 novembre 1926, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI, 1976, p. 78).

L'IC aux mains de la bureaucratie de l'URSS veut même freiner le mouvement des paysans travailleurs pour ménager le GND (dirigé par les capitalistes chinois entrelacés aux grands propriétaires fonciers). Les dirigeants du travail agraire du PCC appliquent les consignes, comme Mao Zedong devant le 1^{er} congrès de l'Association des paysans du Hunan.

Il assura à son public que « le temps de renverser les propriétaires fonciers n'est pas encore venu pour nous ». Des baisses de loyers, un plafond pour les taux d'intérêt et des gages plus élevés pour les ouvriers agricoles étaient, dit-il, des exigences légitimes. Mais, en dehors de cela, la révolution nationale devait être une priorité et l'on devrait faire certaines concessions aux propriétaires fonciers. (Short, p. 153)

Si l'aile droite du GMD, avec Jiang, tient l'armée, le gouvernement reste aux mains de Wang Jingwei (1883-1944), de l'aile gauche. Celui-ci transfère en décembre 1926 son siège à Wuhan, tandis que l'état-major se fixe à Nanchang. Si la tension monte, c'est que la décision approche. Borodine s'emploie à faire entrer deux communistes au gouvernement de Wuhan et à plier les syndicats à la collaboration de classes.

Le gouvernement de Wuhan accepte alors d'envisager l'institution d'un système d'arbitrage des conflits du travail, auquel les syndicats vont devoir se résigner. Dès le 6 décembre, on établit une commission quadripartite chargée de rechercher un règlement des conflits sociaux ; elle comprend des délégués des syndicats, de la Chambre de commerce, de la section ouvrière du Guomindang, et du gouvernement de

Wuhan. À plusieurs reprises d'ailleurs, depuis l'arrivée des troupes nationales, les organes du gouvernement et du parti s'étaient entremis pour mettre fin à des grèves, dans des entreprises chinoises et même étrangères. (Jean Chesneaux, Le Mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927, Mouton, 1962, ch. 3)

1927 : contre-révolution sanglante à Shanghai

De fait, le PCC accompagne le pouvoir nationaliste contre les « revendications excessives ». Il se détourne du prolétariat d'Hankou et de Jiunjiang où les concessions britanniques sont occupées spontanément en janvier 1927. Une nouvelle négociation entre représentants impérialistes et chefs « nationalistes » permet d'instaurer une coentreprise dans les usines étrangères, avec la participation des dirigeants syndicaux.

Début 1927, quand les troupes du GMD arrivent aux abords de Shanghai, tenue par des bourgeois rivaux du Guomindang, Jiang reprend contact avec la bande mafieuse de la Société verte et la bourgeoisie chinoise et étrangère de Shanghai qui lui promet un premier versement de 3 millions de dollars. La mafia constitue une bande fasciste, l'Association du progrès commun, pour attaquer les militants ouvriers.

Le 19 février, croyant à l'entrée des troupes nationalistes, l'Union générale du travail lance un mot d'ordre de grève générale et 350 000 ouvriers bloquent Shanghai. La question du pouvoir se pose mais le PCC n'a rien préparé.

L'appel à la grève avait mentionné une « assemblée de délégués de citoyens » qui aurait pu être utilisée comme organe de pouvoir révolutionnaire, une forme « soviétique ». Mais elle ne vit pas le jour et rien ne fut fait dans ce but. Il s'agissait d'appuyer l'avance de l'armée nationaliste. En fait, l'Union générale se contenta de constituer un comité provisoire révolutionnaire qui commença immédiatement à négocier avec les différentes formations bourgeoises pour l'organisation du pouvoir municipal après la victoire. Le général Li Baozhang avait d'autres objectifs que ceux-là et, appuyé par la police internationale des concessions, il lança contre les grévistes une campagne de terreur. (Pierre Broué, Histoire de l'Internationale communiste, Fayard, 1997, p. 436)

Pendant ce temps, aucune milice ni aucun comité de grève n'est préparé à contrer les fascistes. Dans l'urgence, la direction communiste appelle à l'insurrection. Du 21 au 24 février, les travailleurs repoussent les forces de police. Mais le PCC a pour consigne de poursuivre des palabres avec les représentants de la bourgeoisie au sein du conseil municipal. Une partie de la direction perçoit le danger et cherche à rompre avec



mars 1927, milice ouvrière à Shanghai

Jiang. On écrit dans la presse communiste que l'issue est soviétique mais on tâtonne.

La révolution actuelle a un besoin urgent d'un régime révolutionnaire de dictature démocratique. Cela signifie un régime pour les masses dans leur majorité, composé d'ouvriers, de paysans et de petits bourgeois, dans lequel elles participent directement, contrôlant ainsi le gouvernement afin de réaliser leur intérêt à abattre tous les éléments de la contre-révolution et à imposer une dictature révolutionnaire sur eux. (Hsiang Tao, 6 mars 1927, cité par Peng Shuzhi, The Chinese Communist Party in Power, Monad, 1980, p. 22)

Or aucun programme de création de soviets, de prise du pouvoir n'est mis en avant. Le temps gagné est mis à profit par les capitalistes pour renforcer leurs armées, sélectionner les hommes de main, préparer la répression comme à Canton. Les ministres communistes du travail et de l'agriculture, restent au gouvernement. Aucune mesure d'expropriation ou de contrôle ouvrier n'est prise alors que le prolétariat ne s'avoue pas battu.

Dans la cité, de toute façon, l'Union générale du travail lançait un appel à la grève générale et à l'insurrection qui devaient éclater simultanément à midi le 21 mars... Midi était à peine sonné que la fusillade commençait. La grève était totale, on peut dire que chaque travailleur avait répondu à l'appel. Les grévistes furent bientôt rejoints par les employés de commerce et la grande masse des pauvres de la ville. Entre 500 000 et 800 000 personnes étaient descendus dans la rue. Pour cette fois il y avait eu des plans dressés pour une insurrection et qui reposaient sur une milice de 5 000 hommes triés sur le volet... Avant le soir, les commissariats de police et les cantonnements militaires locaux étaient conquis par les ouvriers, sauf à Chapei. (Isaacs, p. 178-179)

Le 2 avril, malgré les policiers et la pègre, tout Shanghai, sauf les concessions étrangères, est sous contrôle des travailleurs.

L'UGT n'entreprendra rien contre les concessions. En ce qui concerne l'ordre et la loi, ils seront préservés et l'UGT y contribuera avec l'armée et les commerçants. (Isaacs, p. 213)

Même les grèves sont freinées : « *Le 4 avril, l'Union générale du travail interdisait les grèves spontanées* » (p. 212). L'IC ordonne de cacher les armes et de laisser Jiang entrer tout en misant sur Wang.

*À cette époque, le gouvernement municipal de Shanghai non seulement n'était qu'un mot, mais il était clair qu'un échec s'étendrait à la Chine tout entière parce que si Jiang Jieshi trahissait ouvertement la Révolution ce ne serait pas là une action individuelle, mais le signal que la bourgeoisie, dans tout le pays, passerait au camp de la réaction. Peng Shuzhi alla aussitôt à Hankou pour exposer notre opinion devant le délégué de l'IC et la majorité des membres de notre Comité central et les consulter sur la manière dont il fallait attaquer les forces de Jiang Jieshi. Mais ils se souciaient fort peu du coup de Shanghai et se bornèrent à me télégraphier à diverses reprises, insistant pour que je me rende sans tarder à Wuhan et dans la province de Hubei. Ils pensaient que le gouvernement nationaliste était alors à Wuhan et qu'ainsi c'était à Wuhan que toutes les questions importantes devaient être tranchées. En même temps, le délégué de l'IC nous ordonnait de cacher ou d'enterrer toutes les armes afin d'éviter un conflit armé entre les ouvriers et Jiang Jieshi, afin de ne pas troubler la concession de Shanghai par une lutte armée. Ayant lu ce télégramme, Luo Yinong était si irrité qu'il le déchira en morceaux. Je me conformai encore une fois aux instructions de l'IC et conformément à celles-ci touchant la politique de l'IC envers le Guomindang et les impérialistes, je rédigeai, avec Wang Jingwei, un honteux manifeste. (Chen Duxiu, « Lettre à tous les membres du parti communiste », 1929, *L'Internationale communiste et la question chinoise*, EDI, 1976, p. 447-448)*



avril 1927, massacre à Shanghai des travailleurs par le GMD et la pègre

Le manifeste, daté du 4 avril 1927, assure que la révolution est entre de bonnes mains. En fait, il permet de camoufler le coup d'État que Jiang a préparé avec les mafias, le patronat et les impérialistes. Le 12 avril au petit matin, l'assaut est donné.

Les truands avaient enfilé des brassards blancs portant le caractère gong (travail). Le « North China Daily News » les appela pudiquement les « travailleurs en armes du Guomindang »... Ils se ruèrent au signal donné hors des concessions et, aux abords des quartiers chinois, ils firent leur jonction avec les détachements, triés sur le volet, des troupes de Bai Chongxi. Ensemble ou séparément, selon les plans précis établis d'avance, ils attaquèrent les positions ouvrières disséminées à travers la ville... Tout ce qui résistait était abattu sur place. Les survivants, attachés les uns aux autres, étaient évacués vers Longhwa ou les rues avoisinantes, pour y être exécutés. (Isaacs, p. 220)

Le 13 avril seulement, l'UGT appelle à la grève en assurant : « *Nous combattons jusqu'à la mort... avec la révolution nationale pour drapeau.* » (Isaacs, p. 223). La manifestation désarmée rassemble encore 100 000 travailleurs. L'armée de Jiang les cueille à la mitrailleuse : 100 morts et des centaines de blessés. Des milliers de communistes et ouvriers sont assassinés partout en Chine dont le fils de Chen Duxiu et les deux dirigeants communistes de Shanghai, Wang Shouhua et Liu Hua. Li Dazhao est arrêté à l'ambassade soviétique de Pékin le 6 avril et étranglé dans une prison avec plusieurs de ses camarades

En URSS, Staline interdit la publication de son propre discours du 5 avril où il disait que « *Jiang commande l'armée et ne peut le faire autrement que de la diriger contre les impérialistes* » (« Discours aux travailleurs du parti », *L'Internationale communiste et la question chinoise*, p. 312). La bureaucratie se rabat sur l'aile gauche du GMD.

1927 : l'aventurisme bureaucratique parachève la défaite

Du 27 avril au 9 mai 1927, se tient le 5^e congrès du PCC à Wuhan, avec 80 délégués représentant 58 000 militants.

*Chen Duxiu ne caractérise pas la situation sur la base d'une analyse générale des circonstances, mais sur celle de ses observations immédiates. Que dit-il du nouveau mouvement révolutionnaire ? Il déclare carrément que « ce serait une faute » de considérer le gouvernement de Wuhan comme un organe de la dictature démocratique révolutionnaire : « Ce n'est pas encore un gouvernement des masses ouvrières et paysannes, mais uniquement un bloc de chefs. » Mais n'est-ce pas mot pour mot ce que nous avons dit contre Staline ? (Lev Trotsky, « La révolution chinoise et les thèses de Staline », 17 mai 1927, *L'Internationale communiste et la question chinoise*, p. 227)*

Au comité exécutif de l'IC de mai 1926, quoique sans contact avec les opposants du PCC, Trotsky souligne que le gouvernement de Wuhan annonce des mesures anti-ouvrières et critique l'orientation imposée au PCC d'appeler à faire « *respecter les décrets du gouvernement national* ».

Avec une telle politique, le gouvernement de Wuhan, avant de « périr » s'unira, c'est le plus vraisemblable, à Jiang Jieshi, contre les ouvriers et les paysans. (Lev Trotsky, « Vraiment, n'est-il pas temps de comprendre ? », 26 mai 1927, L'Internationale communiste et la question chinoise, p. 328)

Alors que les centres ouvriers de Shanghai et Canton sont battus, les associations paysannes qui poussent à grande vitesse dans tout le pays ne sont pas armées politiquement, via des soviets et des mots d'ordre de confiscation de la grande propriété, pour gagner la lutte pour la terre. L'impréparation du PCC facilite le carnage.

La vague de répression conservatrice s'étendit du Hunan au Hubei, où les troupes en retour de Xia Douyin, saccagèrent tout, massacrant des milliers de villageois. Au Jiangxi, les associations de paysans furent dissoutes, déclenchant de violentes représailles, soutenues par la bourgeoisie. Dans toute la Chine centrale, la terreur rouge céda la place à la terreur blanche, lorsque les mintuan, les milices des propriétaires fonciers, exercèrent une horrible répression sur les paysans qui avaient osés s'élever contre eux. ... La réaction initiale du Politburo, le 25 mai fut de dire que la violence de la répression était causée par leurs excès, et que les paysans l'avaient bien cherché... Le lendemain, avec l'approbation de Wang Jinwei, Borodine se mit en route pour Changsha, à la tête d'une commission mixte PCC-GMD, pour tenter d'établir ce qui était réellement arrivé. Au moment où ils partirent, Mao envoya, au nom des l'Association des paysans de toute la Chine, un message aux dirigeants hunanais leur recommandant « d'être patients de d'attendre les fonctionnaires du gouvernement afin d'éviter les frictions supplémentaires ». La commission n'arriva jamais. Elle dut faire demi-tour à la frontière du Hunan. (Short, p. 168-169)

La débâcle stalinienne est consommée quand Wang et l'aile gauche du GMD se retournent contre les communistes en juin. Wuhan devient un traquenard où « *un à un, les sièges des syndicats et des autres organisations furent occupés. Il y eut des arrestations et les exécutions commencèrent.* » (Isaacs, p. 320).

La direction du parti russe bureaucratisé étant réputée infallible, des boucs-émissaires doivent être désignés pour les erreurs. Borodine est rappelé à Moscou (il mourra en camp en 1951) et remplacé par Lominadzé (1898-1934). Staline sacrifie Chen : le 15 juillet 1927, le CE de l'IC dénonce la responsabilité de la direction du PCC.

Notre tâche à cette époque était de saisir la direction de la bourgeoisie et de la chasser du GMD. Ce travail a été bien fait par nos camarades travaillant à la base du GMD. Cependant, le CC, au lieu de consolider cet acquis, a abandonné notre indépendance et le droit de critiquer le GMD... Même le camarade Chen Duxiu a affirmé que si nous voulions rester dans le GMD, nous devons renoncer à notre indépendance, et si nous voulons travailler librement, nous devons nous retirer du GMD. Ces idées sont fausses, du moins pour le moment. (Vissarion Lominadzé, 7 août 1927, dans Tony Saich et Benjamin Yang, The Rise to Power of the Chinese Communist Party, Routledge, 2015, p. 311-312)

La direction de l'URSS et de l'IC, toujours en retard sur la marche des événements, radicalise son discours pour camoufler le résultat de sa ligne opportuniste. La direction communiste en Chine est sidérée car on l'avait freinée durant des mois, voire des années. L'autocritique des militants, la nomination des cadres sans vote, les résolutions imposées entrent en scène. La conférence du 7 août remplace Chen par Qu Qiubai et valide le mot d'ordre de soviets au moment où les masses refluent et où le parti perd de son influence. Mao, si conciliant au sein du GMD, est élu au bureau politique. Des insurrections, dites de la « *moisson d'automne* », sont déclenchées comme Staline l'exige. Mao dirige celle du Hunan. C'est un échec cuisant et il est éliminé par Lominadzé du bureau en novembre.

En URSS, le 7 novembre, lors du 10^e anniversaire de la révolution russe, la police disperse les cortèges de l'Opposition unifiée avec laquelle manifestent des étudiants chinois. Le 2 décembre 1927, au moment de l'ouverture du 15^e congrès du Parti communiste russe, Staline exige qu'un soviet et une insurrection y soient déclenchés à Canton. Or les centrales syndicales sont interdites et « *les piquets s'étaient dispersés et à peine 500 ouvriers restaient à la disposition du parti communiste* » (Isaacs, p. 341). Dans l'impossibilité de lancer une grève générale, l'homme de main de Staline, l'allemand Heinz Neumann, choisit la ruse. Le 11 décembre 1927, un soviet autoproclamé de 15 travailleurs lance une attaque surprise avec quelques milliers de militants. Mais la masse des travailleurs ne suit pas. Les troupes du GMD, renforcées de gangsters, entrent dans la ville pour réprimer. On estime à 25 000 le nombre d'insurgés massacrés. Neuman sera liquidé par Staline en 1937 et Lominadzé en 1934 ou 1936.

La révolution chinoise est défaite pour des années à cause de la politique des chefs de l'IC et de l'État ouvrier dégénéré. Le PCC voit son effectif tomber à 10 000. L'URSS est isolée. Staline exclut du parti soviétique les membres de l'OU qui ont eu raison sur la Chine comme sur l'URSS.

(à suivre)

ABC du marxisme : monnaie

La monnaie n'est ni pas un voile sur une économie de troc, ni une pure convention. Dans le capitalisme, les produits de l'activité humaine sont des marchandises. La part du travail social qu'elles incarnent n'est validée qu'après coup, sur le marché. Cette opération nécessite la monnaie. Au départ, la monnaie est une marchandise dont la fonction est de réaliser la valeur d'échange de toutes les autres. Un métal précieux (or, argent) joue ce rôle d'équivalent général. Ainsi, la monnaie remplit plusieurs fonctions qui peuvent parfois s'opposer.

1 / Mesure des valeurs. Il n'est pas nécessaire de détenir de l'argent pour évaluer ce que vaut une marchandise. Les enfants d'une société capitaliste apprennent que tout a un prix. Cela s'étend à des choses qui ne sont pas des produits comme les terrains ou des actions.

2 / Moyen de circulation. Pour acheter une marchandise, le demandeur doit payer l'offreur. Le crédit que s'accordent les entreprises non financières peut tendre cette contrainte, sans la supprimer (il faudra régler à l'échéance). Elle ajoute une fragilité à l'économie capitaliste car les faillites peuvent s'enchaîner.

Au début du capitalisme, les pièces sont en or ou en argent. Bien qu'elles s'usent et perdent de leur poids, les pièces restent acceptées car l'État les garantit. Cela ouvre la possibilité de remplacer la monnaie-marchandise par des signes qui, en eux-mêmes, n'ont pas de valeur. Dans un premier temps, des pièces métalliques de peu de valeur et des billets (la monnaie fiduciaire) représentent l'or. Ultérieurement, des créances sur une banque (la monnaie scripturale) peuvent servir à régler. À partir de la 1^{re} guerre mondiale, les États ont décidé l'inconvertibilité de leurs billets en or. Depuis la 2^e guerre mondiale, la monnaie des pays impérialistes est composée surtout de monnaie scripturale (1 400 milliards d'euros de dépôts à vue en France pour 250 milliards de billets et de pièces en circulation).

3 / Réserve de valeur. La monnaie, étant la forme universelle de la richesse, peut être épargnée. Avec l'apparition d'un système bancaire national, l'argent oisif est collecté et sert de base à des prêts aux entreprises de la production et du commerce, facilitant l'accumulation du capital. Une partie de la survalueur est alors concédée aux banques et à leurs clients sous forme d'intérêts. Le taux d'intérêt dépend des rapports entre prêteurs et emprunteurs, tout en étant limité par le taux de profit d'ensemble. Après la 2^e guerre mondiale, le système bancaire a reçu aussi les dépôts des travailleurs, il gère leurs moyens de paiement et leur prête (découvert, crédit à la consommation, crédit immobilier).

4 / Monnaie internationale. Très longtemps, les opérations économiques (échanges de marchandises, prêts, investissements, indemnités...) entre États sont réglés en lingots d'or. Progressivement, la monnaie des pays domi-

nants (livre sterling à la fin du 19^e siècle, dollar après la 2^e Guerre mondiale...) a servi de signe d'or pour les règlements internationaux. Mais ces devises restaient, à l'échelle internationale, convertibles en or.

Les États-Unis ont décidé en 1971, unilatéralement, l'inconvertibilité du dollar en or. Officiellement, depuis les accords de la Jamaïque du FMI de 1976, les monnaies s'échangent librement sur le marché des devises (ou marché des changes) et l'or ne joue plus de rôle. En réalité, les banques centrales continuent à en détenir comme la monnaie internationale par excellence (35 000 tonnes d'or au total).

Le solde des opérations d'une économie nationale avec le reste du monde est le principal déterminant du taux de change d'une monnaie donnée. Réciproquement, si une monnaie se déprécie, les importations de biens et services, les achats d'entreprises étrangères, le remboursement en monnaie étrangère deviennent plus coûteux.

À cause de la multiplicité des monnaies et de la variation des taux de change, le marché mondial des devises est le lieu de multiples opérations financières (arbitrages, produits dérivés, spéculations...).

La fragilité du franc, qui reflétait la faiblesse du capitalisme français, a incité la France à demander une monnaie unique de l'Union européenne en 1989, acceptée en 1992 par l'Allemagne, mais à certaines conditions. L'euro est devenu une monnaie scripturale partagée par 11 États en 1999 et leur monnaie fiduciaire en 2002. Ils sont 19 aujourd'hui.

Au sein d'une économie nationale, les banques privées prêtent bien au-delà des dépôts qu'elles reçoivent et créent ainsi de la monnaie scripturale. Mais les actes économiques des clients, qui ne sont pas forcément à la même banque, nécessitent que les banques se règlent les unes aux autres. En pratique, l'une d'entre elles sert de chambre de compensation. Cette « banque centrale » devient publique. Elle peut alors jouer le rôle de prêteur aux banques de second rang en créant elle-même de la monnaie acceptée par tous les acteurs de la zone monétaire (billets, compte à la banque centrale).

Le taux auquel une banque centrale prête aux banques de second rang est appelé « directeur ». Le taux directeur sert de plancher aux taux d'intérêt des prêts des banques privées à leurs clients et à l'État. Si les prêts accordés par les grandes banques se révèlent hasardeux (les marchandises des entreprises débitrices ne sont pas vendues ou sont vendues à perte, les salaires des travailleurs débiteurs sont insuffisants...), elles risquent de faire faillite en chaîne et par conséquent de paralyser toute l'économie capitaliste. En général, la banque centrale choisit de refinancer les banques, quitte à alimenter la spéculation (bulle boursière ou immobilière) ou à faciliter la hausse générale des prix (inflation).

